

10 décembre 2025 (mise à jour)

Langue de l'original : français

COI FOCUS

MALI

Situation sécuritaire

Disclaimer:

Ce document COI a été rédigé, conformément aux [lignes directrices de l'Union européenne](#) pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) et aux dispositions légales en vigueur, par le département de recherche d'information sur les pays d'origine (Cedoca) du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA). Il vise à fournir des informations pour le traitement des demandes individuelles de protection internationale. Il ne traduit aucune politique et n'exprime aucune opinion. Il ne prétend pas apporter de réponse définitive quant au bien-fondé d'une demande de protection internationale.

Ce document a été élaboré, dans un délai imparti, sur la base d'un large éventail d'informations publiques soigneusement sélectionnées dans un souci permanent de recoupement des sources. Le Cedoca s'est efforcé de traiter la totalité des aspects pertinents relatifs au sujet du présent document COI mais les analyses proposées ne visent pas nécessairement à l'exhaustivité. Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné dans le présent document ne préjuge pas de son inexistence. Toutes les sources utilisées sont référencées.

This COI product was produced by Cedoca, the country of origin information research unit of the Office of the Commissioner General for Refugees and Stateless Persons (CGRS). It follows the [Common EU Guidelines](#) for processing country of origin information (April 2008) and was drafted in accordance with applicable legal provisions. It aims to provide information for the processing of individual applications for international protection. It does not contain policy guidelines or opinions and does not pass judgment on the merits of applications for international protection.

This report was prepared within an allotted timeframe, using a wide range of carefully selected public information with a constant attention to crosschecking sources. While Cedoca has endeavoured to cover all aspects relevant to the subject of this COI report, the information provided is not necessarily exhaustive. The absence of a specific event, person or organisation from this report should not be taken to imply that the event did not take place or that the person or organisation does not exist. All sources are referenced.

Résumé

Le Mali traverse depuis 2020 une période de gouvernance militaire de transition qui s'est prolongée bien au-delà des délais initialement annoncés. Les sources consultées constatent une dégradation des droits civiques depuis 2022, traduite par des restrictions telles que l'interdiction des partis politiques, des atteintes à la liberté des médias nationaux et internationaux mais aussi des arrestations dans les rangs des militaires et des civils, pour des raisons de sauvegarde de la souveraineté et de la sécurité nationale.

En 2024, la région sahélienne s'est imposée comme l'un des principaux foyers mondiaux de la violence liée aux groupes islamistes armés, une dynamique qui s'est maintenue en 2025 malgré les opérations conjointes engagées par l'Alliance des États du Sahel (AES) pour tenter d'enrayer la progression du terrorisme.

Les sources s'accordent pour conclure que le niveau de violence est resté élevé en 2025 au Mali, avec une létalité importante et des violations graves des droits humains attribuées à la fois aux groupes islamistes armés et aux forces gouvernementales. Le Centre demeure l'épicentre des incidents, tandis que le Nord reste disputé entre les groupes séparatistes touareg et l'armée malienne qui tente de reprendre le contrôle de cette partie du pays. Les violences qui avant touchaient principalement le nord et le centre du pays se sont étendues vers le Sud et l'Ouest, menaçant également les pays voisins. En effet, le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) a mené des attaques coordonnées dans cette région début juillet 2025 et, en septembre, les groupes terroristes ont mis en place un blocus économique autour de Kayes et Niolo du Sahel, ciblant le carburant et les corridors d'approvisionnement vers Bamako. Bien qu'aucune victime n'ait été signalée suite à des attaques violentes à Bamako en 2025, la situation dans la capitale est marquée par une menace d'asphyxie économique du GSIM. En ciblant les corridors logistiques d'approvisionnement, ce groupe provoque une pénurie aiguë de carburant et des coupures d'électricité, ralentissant ainsi considérablement la vie économique de la capitale malienne.

Selon l'Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), entre le 1^{er} janvier et le 6 septembre 2025, plus de 2.700 personnes ont perdu la vie dans les 1.010 événements sécuritaires répertoriés sur le territoire du Mali. Plus de 41 % du total d'incidents durant cette période ont ciblé les civils.

Le conflit au Mali se traduit par des attaques régulières contre les civils, des affrontements armés et des déplacements massifs de population. Les groupes djihadistes commettent des abus graves : enlèvements et assassinats ciblés de civils accusés de collaborer avec l'État, attaques meurtrières et blocus de villages, attentats à l'engin explosif improvisé (EEI) et embuscades contre les forces de sécurité.

Les civils sont les premiers exposés aux violences commises par les forces de sécurité maliennes et leurs alliés russes du groupe Wagner et de l'Africa Corps. Au Mali et au Burkina Faso, entre 2021 et 2025, les forces armées nationales à l'aide des partenaires russes ont mené 1.292 attaques causant 6.058 morts. Les Forces armées maliennes (FAMA) à l'aide de mercenaires russes conduisent des opérations de contre-insurrection d'ampleur, souvent entachées d'exactions contre les civils. Des ONG internationales ont documenté des massacres et des exécutions sommaires imputables aux FAMA et à leurs alliés. De janvier à juin 2025, les forces de sécurité maliennes et l'Africa Corps auraient été responsables de 92 % des décès de civils.

Les groupes terroristes exploitent ces abus pour se présenter comme les protecteurs des communautés marginalisées et continuent à recruter de nouveaux membres dans les communautés locales. Dans les zones qu'ils contrôlent, ils imposent une version rigoriste de la charia, perpètrent des violences et aggravent l'insécurité alimentaire en pillant du bétail ou en assiégeant des localités qui refusent de coopérer.

Le conflit actuel engendre également une crise humanitaire complexe. Plus de 6,4 millions de Maliens nécessitent une assistance humanitaire en 2025. Fin 2024, on dénombrait plus de 400.000 déplacés internes à travers le Mali. Les conditions de vie sont en conséquence aggravées par le conflit armé : des restrictions à la liberté de circulation tant pour les civils que pour les acteurs humanitaires, plus de 2.000 écoles fermées à cause de l'insécurité et une insécurité alimentaire chronique. S'y ajoutent les inondations à répétition et plus récemment une pénurie des combustibles qui affectent tant les civils que les acteurs humanitaires.

Summary

Mali has been under transitional military rule since 2020, which has lasted well beyond the initially announced timeframe. Sources consulted have noted a deterioration in civil rights since 2022, as evidenced by restrictions such as the banning of political parties, attacks on the freedom of national and international media outlets, and the arrest of military personnel and civilians on the grounds of safeguarding sovereignty and national security.

In 2024, the Sahel region became one of the world's main hotspots for violence linked to armed Islamist groups. Despite joint operations by the Alliance of Sahel States (AES) to try to halt the spread of terrorism, this trend continued in 2025.

Sources agree that the level of violence in Mali remained high in 2025, with significant lethality and serious human rights violations attributed to both armed Islamist groups and government forces. The centre of the country remains the epicentre of the conflict, while the north is still contested between Tuareg separatist groups and the Malian army, who are attempting to regain control of the region. The violence has now also spread to the south and west, threatening neighbouring countries. In early July 2025, the Group for the Support of Islam and Muslims (GSIM) carried out coordinated attacks in these regions, and in September terrorist groups set up an economic blockade around Kayes and Nioro du Sahel, targeting fuel and supply corridors to Bamako. While there were no casualties following violent attacks in Bamako in 2025, the capital is under threat of economic suffocation by GSIM. By targeting logistics supply corridors, GSIM is causing acute fuel shortages and power cuts, thereby significantly slowing down economic life in Bamako.

According to the Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), more than 2,700 people lost their lives in the 1,010 security incidents recorded in Mali between 1 January and 6 September 2025. Of these incidents, more than 41% targeted civilians.

The conflict in Mali involves regular attacks on civilians, armed clashes, and mass population displacement. Jihadist groups are responsible for serious abuses, including the kidnapping and targeted killing of civilians accused of collaborating with the state, deadly attacks and blockades of villages, and the use of improvised explosive devices (IEDs) and ambushes against security forces.

Civilians bear the brunt of violence perpetrated by the Malian security forces and their Russian allies from the Wagner Group and the Africa Corps. Between 2021 and 2025, the national armed forces of Mali and Burkina Faso, with the help of their Russian partners, carried out 1,292 attacks, causing 6,058 deaths. The Malian Armed Forces (FAMA) conduct large-scale counter-insurgency operations with the help of Russian mercenaries, which are often marred by abuses against civilians. International NGOs have documented massacres and summary executions carried out by the FAMA and their allies.

From January to June 2025, Malian security forces and the Africa Corps were reportedly responsible for 92% of civilian deaths.

Terrorist groups exploit these abuses to portray themselves as protectors of marginalised communities and continue to recruit new members from local communities. In areas under their control, they impose strict Sharia law, commit acts of violence and exacerbate food insecurity by looting livestock or besieging communities that refuse to cooperate.

The current conflict has also caused a complex humanitarian crisis. In 2025, more than 6.4 million Malians required humanitarian assistance. By the end of 2024, there were over 400,000 internally displaced people across Mali. The armed conflict has worsened living conditions, resulting in restrictions on freedom of movement for civilians and humanitarian actors, the closure of more than 2,000 schools due to security concerns, and chronic food insecurity. Additionally, there have been repeated floods and, more recently, a fuel shortage affecting both civilians and humanitarian actors.

Table des matières

Résumé	2
Summary	3
Liste des sigles	6
Introduction	7
1. Bref historique	9
2. État actuel du conflit	10
2.1. Développements politiques	10
2.2. Aperçu de la situation sécuritaire	11
2.2.1. Au Sahel	11
2.2.2. Au Mali.....	13
3. Parties combattantes	15
3.1. Forces armées maliennes (FAMA)	15
3.2. Wagner et Africa Corps.....	15
3.3. Groupes armés du Nord.....	16
3.4. Groupes d'autodéfense	17
3.5. Groupes terroristes	17
4. Typologie de la violence	19
4.1. Nombre d'incidents	19
4.2. Nature des incidents	20
5. Cibles de la violence	22
5.1. Données	22
5.2. Analyse	23
5.2.1. Civils	23
5.2.2. FAMA et Africa Corps	25
6. Répartition géographique.....	27
6.1. Nord	28
6.2. Centre.....	29
6.3. Sud et Ouest.....	31
6.4. Bamako.....	33
7. Déplacements de population	34
8. Impact de la violence sur la vie quotidienne	36
Annexes	39
Bibliographie	46

Liste des sigles

ACLED	Armed Conflict Location & Event Data Project
AES	Alliance des États du Sahel
AI	Amnesty International
ACLED	Armed Conflict Location & Event Data Project
AQMI	Al-Qaïda au Maghreb islamique
CESA	Centre d'études stratégiques de l'Afrique
CEDEAO	Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEP	Counter Extremism Project
CMA	Coordination des mouvements de l'Azawad
EIGS	Etat islamique dans le Grand Sahara
EEI	Engin explosif improvisé
FAMA	Forces armées maliennes
GSIM	Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans
HCR	Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
HRW	Human Rights Watch
ICG	International Crisis Group
JNIM	Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin
MINUSMA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali
MNLA	Mouvement national de libération de l'Azawad
OCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs)
ONG	Organisation non gouvernementale
PDI	Personnes déplacées internes

Introduction

Ce COI Focus dresse un état des lieux de la situation sécuritaire au Mali. Il porte sur la période allant de septembre 2024 à fin septembre 2025. Ce document met à jour le COI Focus portant le même titre, daté du 22 novembre 2024. Les recherches pour cette actualisation ont été clôturées le 18 septembre 2025.

L'analyse se compose de huit parties. La première fait un rappel historique du contexte général. La situation sécuritaire est abordée dans la deuxième partie tandis que les acteurs majeurs en présence sont passés en revue dans la troisième partie. La quatrième propose une description de la violence tandis que le cinquième chapitre décrit les cibles. La répartition géographique des incidents, les déplacements de population consécutifs à la violence et les conséquences sur la vie quotidienne font l'objet des trois derniers chapitres.

Le Cedoca a notamment utilisé comme sources d'information les rapports de différents organes onusiens dont le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, OCHA) et le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), ainsi que des documents issus de forums de recherche internationaux, des rapports et communications d'organisations non gouvernementales (ONG) telles que Human Rights Watch (HRW) et Amnesty International (AI), et des articles de presse publiés dans les médias internationaux et nationaux.

En raison de la complexité du conflit armé au Mali et des restrictions imposées à la liberté de la presse, la transparence et la diffusion des informations sont limitées. Par conséquent, il convient de noter que les données sur le nombre d'incidents sécuritaires pourraient être sous-estimées en raison du manque d'informations.

Le présent COI Focus utilise des données chiffrées relatives aux incidents liés à la sécurité en provenance de la base de données de l'Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), une organisation américaine à but non lucratif qui collecte, analyse et cartographie des informations sur les conflits armés¹. Des chercheurs expérimentés ont collecté ces données en faisant appel à un large éventail de sources d'information et d'organisations locales, régionales et internationales dans plus de 75 langues². Pour le Mali, il s'agit notamment des sources suivantes : WhatsApp, X (anciennement Twitter), les Forces armées maliennes (FAMA), Facebook, des publications issues des médias locales et un grand nombre de sources confidentielles.

La base de données de l'ACLED, accessible sur le site Internet de l'organisation, est constamment mise à jour par de nouvelles informations (y compris sur des incidents déjà répertoriés)³. L'organisation explique en détail la méthodologie appliquée pour l'encodage des données⁴. L'ACLED enregistre le type de violences et leurs auteurs, donne une description des incidents et de leur localisation, ainsi qu'une indication⁵ du nombre de victimes signalées. Dans le cadre de la présente recherche, le Cedoca fait usage des données reprises par l'ACLED dans les catégories (*event-types*)

¹ ACLED, *About ACLED*, s.d., [url](#)

² ACLED, 06/2023, p. 7, [url](#)

³ ACLED, 11/2021, [url](#)

⁴ ACLED, *Resource Library*, s.d., [url](#)

⁵ L'ACLED ne vérifie pas le nombre de victimes rapportées. Si plusieurs sources fournissent des chiffres différents ou des estimations vagues, l'ACLED reprend l'estimation la plus prudente. Il est dès lors possible que cette méthode donne lieu à une sous-estimation du nombre de victimes. « These figures should therefore be understood as indicative estimates of reported fatalities, rather than definitive fatality counts » : ACLED, 06/2023, p. 37, [url](#) ; ACLED, 01/2023, pp. 2-3, [url](#)

suivantes : *battles*, *explosions/remote violence* et *violence against civilians*⁶. Compte tenu de la méthodologie, du codage et de l'encodage des données de l'ACLED, le Cedoca considère ces données chiffrées comme une estimation et une indication des tendances quant aux violences observées durant une période déterminée. Le Cedoca a consulté les données de l'ACLED utilisées dans ce COI Focus le 9 septembre 2025.

Pour désigner les groupes armés qui n'ont pas signé l'Accord pour la paix et la réconciliation de 2015, le Cedoca reprend les termes de groupes terroristes, djihadistes ou encore groupes islamistes.

Le Cedoca assure un suivi permanent des conditions de sécurité au Mali. En cas de changements ou de développements fondamentaux ayant un impact sur la situation sécuritaire, le Cedoca mettra à jour ce COI Focus dans les plus brefs délais.

⁶ L'ACLED recense aussi d'autres incidents, plus particulièrement sous les catégories *riots*, *protests* et *strategic developments*: ACLED, 06/2023, [url](#). Le Cedoca ne reprend pas ceux-ci dans la présente recherche.

1. Bref historique

Le conflit armé actuel au Mali trouve son origine dans une insurrection touareg déclenchée en janvier 2012. Ce soulèvement, le quatrième depuis l'indépendance du pays, est nourri par les revendications d'autodétermination de la population touareg du Nord-Mali⁷. En janvier 2012, les rebelles du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) se soulèvent dans le nord du pays contre le gouvernement central de Bamako pour obtenir leur indépendance⁸. En mars 2012, une junte militaire prend le pouvoir dans le Sud et renverse le président Amadou Toumani Touré, au motif qu'il a été incapable d'endiguer la rébellion touareg dans le Nord. Face à la pression internationale, la junte va remettre le pouvoir à un gouvernement de transition⁹. Le MNLA proclame, quinze jours après le coup d'Etat, l'indépendance de l'Azawad, terme sous lequel les Touareg désignent un vaste territoire au nord du Mali considéré comme leur berceau naturel¹⁰.

La rébellion se radicalise, bénéficiant du soutien de groupes islamistes qui ont infiltré le nord du pays¹¹, et les rebelles touareg s'emparent des grandes villes du nord du pays : Kidal, Gao et Tombouctou. Ces derniers seront vite supplantés par des groupes qualifiés de terroristes, qui arrivent ainsi à avoir le contrôle total sur le Nord-Mali. Ils imposent un régime de terreur fondé sur une interprétation extrémiste de la charia et commettent de graves exactions à l'encontre des populations. Des opérations militaires internationales s'en suivent : à la demande du Mali, la France lance l'opération Serval en janvier 2013, tandis que les Nations unies vont déployer en juillet de la même année, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA)¹².

Dispersés par l'intervention militaire française, les groupes terroristes se sont progressivement reconstitués et implantés au centre du Mali et dans la région dite « des trois frontières »¹³. Ils y mènent des attaques contre les forces de sécurité, commettent des exactions contre les civils et exploitent les tensions communautaires en recrutant parmi la population locale de nouveaux combattants. Malgré la présence de diverses forces antiterroristes et d'opérations militaires soutenues par la communauté internationale, le nombre d'incidents sécuritaires a été multiplié par six entre 2012 et 2021¹⁴.

En 2020, une junte militaire menée par le colonel Assimi Goïta renverse le président Ibrahim Boubacar Keïta lors d'un premier coup d'État, avant d'en organiser un second en mai 2021. Goïta, initialement vice-président de transition, devient alors président intérimaire, installant le pays dans une nouvelle période d'incertitude politique¹⁵.

⁷ Clingendael, 03/2015, [url](#)

⁸ Nations unies - Conseil de sécurité, 09/08/2018, p. 8, [url](#)

⁹ FIDH, AMDH, 11/07/2012, p. 4, [url](#)

¹⁰ France 24, 06/04/2012, [url](#)

¹¹ Ansar Dine, le Mouvement pour l'unification et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) et Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI)

¹² FIDH, 11/07/2012, [url](#) ; Jeune Afrique, 04/07/2012, [url](#) ; Jeune Afrique, 08/06/2012, [url](#) ; RFI, 12/07/2012, [url](#) ; RFI, 23/07/2013, [url](#)

¹³ Zone géographique située au Sahel entre trois pays : le Mali, le Burkina Faso et le Niger.

¹⁴ Le Monde, 27/01/2018, [url](#) ; Jeune Afrique, 20/05/2019, [url](#) ; UNFPA, 17/11/2020, p. 37, [url](#) ; HRW, 02/02/2017, [url](#) ; HCR via ReliefWeb, 09/11/2023, [url](#) ; VOA, 05/05/2018, [url](#) ;

¹⁵ France 24, 29/05/2021, [url](#) ; Le Monde, 25/05/2021, [url](#) ; Le Monde, 26/05/2021, [url](#) ; La Libre, 22/09/2020, [url](#) ; RFI, 25/09/2020, [url](#) ; Nations unies, Conseil de sécurité, 29/09/2020, [url](#) ; ICG, 27/05/2021, [url](#)

2. État actuel du conflit

2.1. Développements politiques

Au cours de la période examinée, le contexte malien a été marqué par des tensions diplomatiques aux niveaux régional et international, la consolidation des relations avec la Chine et la Russie mais aussi par une réduction de l'espace civique, à l'intérieur du pays. Sur le plan politique, le Mali traverse depuis 2020 une période de gouvernance militaire de transition qui s'est prolongée au-delà des délais initialement annoncés. Bien que la junte ait initialement promis un retour à l'ordre constitutionnel au plus tard en mars 2024, dans une loi qu'il a promulguée le 8 juillet 2025, Assimi Goïta s'octroie la possibilité de prolonger son mandat sans élection au moins jusqu'en 2030 et « autant de fois que nécessaire, jusqu'à la pacification du pays »¹⁶.

Cette consolidation d'un régime militaire de transition sans horizon électoral défini s'accompagne d'une fermeture progressive de l'espace politique et civil. Les autorités de transition ont imposé depuis 2022 des restrictions croissantes aux partis politiques et aux médias, invoquant souvent la sauvegarde de la souveraineté et la sécurité nationale. En mai 2025, un décret signé par Goïta a suspendu les partis et les organisations à caractère politique « jusqu'à nouvel ordre ». Pour contester cette mesure, les acteurs politiques ont saisi les tribunaux de grande instance de Bamako, la Cour suprême ainsi que la Cour constitutionnelle¹⁷.

Le 12 août 2025, Choguel Maïga, premier ministre entre juin 2021 et novembre 2024 et ancien allié de la junte malienne, a été placé en garde à vue avec plusieurs de ses anciens collaborateurs, accusés de conspirations contre la junte au pouvoir. En novembre 2024, après avoir émis des critiques contre le pouvoir en place, Choguel Maïga avait été limogé par le président de transition¹⁸. En août 2025, plusieurs militaires, des membres de la société civile et un diplomate français ont été arrêtés par les autorités maliennes, soupçonnés de comploter en vue de déstabiliser des institutions de l'Etat¹⁹. D'après l'analyste politique malien Sambou Sissoko cité par Jeune Afrique, « L'intention est claire : les putschistes voulaient intimider. Militaires, politiques ou simples citoyens... Tous devaient comprendre que contester l'ordre imposé entraînerait une déchéance publique »²⁰.

La liberté de la presse subit également des restrictions depuis 2022, avec le début d'interdiction des médias internationaux telles que Radio France Internationale (RFI) et France 24, accusées de diffuser de fausses informations. En 2025, le Mali a reculé de cinq places dans le classement de Reporters Sans Frontières, passant de la 114^e place en 2024 à la 119^e en 2025. La Haute Autorité de la communication (HAC), régulateur des médias subordonné à la junte, avait interdit en avril 2024 aux médias de couvrir toute activité politique, tandis que des journalistes ont été arrêtés pour avoir exprimé des critiques concernant le pouvoir et le système judiciaire en place²¹.

Selon le Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme Volker Türk,

« les récents revers en matière de droits humains s'inscrivent dans un contexte d'insécurité persistante affectant les populations à travers le Mali, en particulier depuis le retrait du pays de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) le

¹⁶ Le Monde, 11/07/2025, [url](#) ; UN News, 11/09/2025, [url](#) ; IEP, 03/2025, [url](#) ;

¹⁷ DW, 24/09/2025, [url](#) ; BBC, 14/05/2025, [url](#) ; AI, 30/04/2025, [url](#) ; Le Monde, 07/05/2025, [url](#)

¹⁸ Le Monde, 13/08/2025, [url](#) ; AA, 21/11/2024, [url](#)

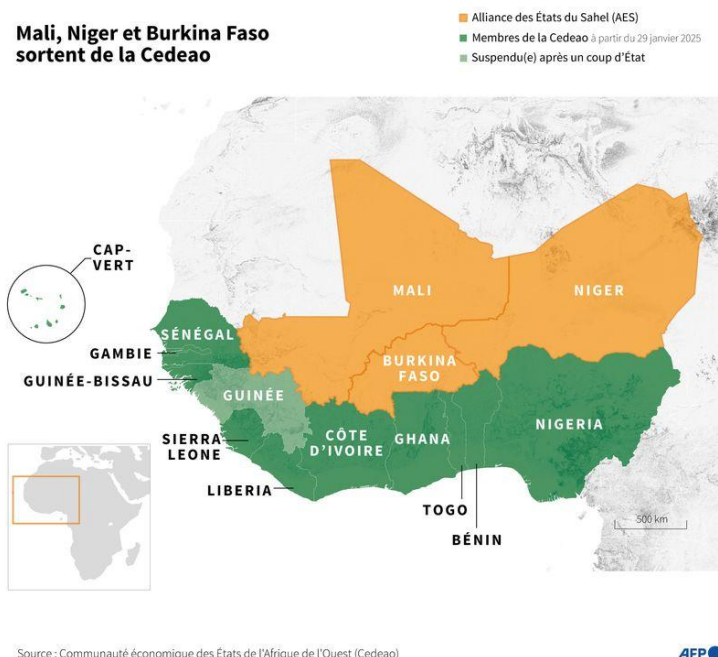
¹⁹ Courrier international, 18/08/2025, [url](#) ; BBC, 11/08/2025, [url](#) ;

²⁰ Jeune Afrique, 27/08/2025, [url](#) ;

²¹ Le Monde, 10/04/2025, [url](#) ; BBC, 20/04/2025, [url](#) ; Studio Tamani, 02/05/2025, [url](#) ; RSF, 12/09/2025, [url](#) ; TV5 Monde, 11/04/2024, [url](#) ; AI, 29/04/2025, [url](#)

31 décembre 2023. Selon des sources crédibles, le nombre de violations des droits humains et des atteintes à ces droits documentés a augmenté de près de 120 % entre 2023 et 2024 »²².

Sur le plan régional, les autorités du Mali, du Burkina Faso et du Niger ont annoncé le 29 janvier 2025 leur retrait de la Communauté économique des États d’Afrique de l’Ouest (CEDEAO). Selon ces autorités, leur décision répond aux sanctions imposées à leur encontre après les coups d’État dans ces trois pays et au manque d’appui face aux groupes djihadistes. D’un autre côté, les trois pays renforcent leur coopération dans le cadre de l’Alliance des États du Sahel (AES), organisation qui se propose de rétablir les équilibres politiques et sécuritaires de la région²³.



Carte des pays membres de Cedeao et de l’AES²⁴

2.2. Aperçu de la situation sécuritaire

2.2.1. Au Sahel

Désigné comme le « théâtre de la violence des islamistes militants le plus meurtrier en Afrique » durant quatre années consécutives, le Sahel est devenu en 2024 l’épicentre mondial de la violence des groupes islamistes armés. Selon le Conseil de sécurité de l’ONU, en août 2025 « the security situation across the Sahel is deteriorating rapidly, threatening peace and security in West Africa’s coastal States and beyond »²⁵.

Le Sahel concentre ainsi 51 % des décès dus au terrorisme en 2024, contre seulement 1 % en 2007. Le nombre de morts a presque été multiplié par dix depuis 2019 et a dépassé pour la première fois

²² OHCHR-HCDH, 05/2025, [url](#) ;

²³ TV5 Monde, 29/01/2025, [url](#) ; Le Monde, 29/01/2025, [url](#) ; ISS Africa, 23/07/2025, [url](#) ; DW, 16/09/2024, [url](#) ; DW, 15/09/2025, [url](#) ; BBC, 19/09/2025, [url](#)

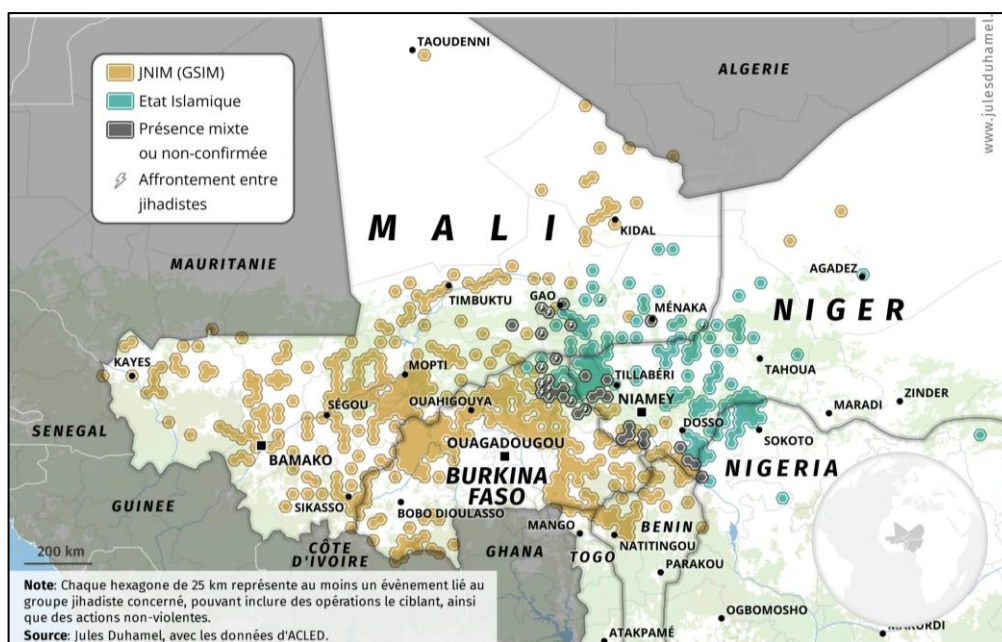
²⁴ Radio France - France Culture, 31/01/2025, [url](#) ;

²⁵ UNSC, 07/08/2025, [url](#) ; IEP, 03/2025, [url](#) ; CESA, 08/08/2025, [url](#)

les 25.000 victimes annuelles dans la région, d'après le Global Terrorism Index 2025 (GTI). Le Mali figure parmi les pays où la hausse de l'activité terroriste depuis 2007 est la plus marquée, aux côtés du Pakistan et de la Syrie²⁶. Le CESA précise toutefois que le rythme et l'ampleur réels de la violence sont probablement plus élevés, étant donné que les régimes militaires au Mali, au Burkina Faso et au Niger ont restreint l'accès aux médias, principale source des données sur les conflits dans la région²⁷.

Les sources consultées soulignent que la faiblesse de la gouvernance dans le pays sahéliens, les tensions ethniques et la dégradation écologique alimentent cette violence, renforcées par l'expansion transnationale des groupes djihadistes et par les rivalités géopolitiques. Au Mali, au Burkina Faso et au Niger, l'État conserve le pouvoir officiel mais n'exerce qu'un contrôle limité sur le terrain. Ce sont surtout les groupes djihadistes, des acteurs locaux et, dans une moindre mesure, des mercenaires étrangers, qui se partagent l'influence et se disputent les zones de contrôle²⁸.

D'après un rapport du Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA)²⁹, 83 % des décès liés au terrorisme au Sahel sont imputés aux militants affiliés au Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM, en arabe Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin, JNIM). Selon des analystes du conflit sahélien, le GSIM concentre ses opérations dans le nord, le centre et le sud du Mali ainsi qu'au sud du Burkina Faso, et poursuit son expansion vers les frontières des États côtiers d'Afrique de l'Ouest. Le second acteur majeur, l'État islamique au Grand Sahara (EIGS), actif principalement dans le nord du Burkina Faso et l'ouest du Niger, est rival du GSIM, bien qu'il en soit ponctuellement partenaire³⁰.



Événements violents impliquant les groupes islamistes au Sahel du 1^{er} janvier au 25 juillet 2025³¹

²⁶ IEP, 03/2025, [url](#) ; CESA, 08/08/2025, [url](#)

²⁷ CESA, 08/08/2025, [url](#) ; CESA, 22/04/2025, [url](#)

²⁸ IEP, 03/2025, [url](#) ; ACLED, 2025, [url](#) ; CESA, 08/08/2025, [url](#)

²⁹ « Le Centre d'études stratégiques de l'Afrique est un organisme du Département de la défense des États-Unis, créé et financé par le Congrès américain, pour l'étude des problèmes de sécurité se rapportant à l'Afrique et sert de forum de recherche bilatérale et multilatérale, de communications, d'échange d'idées et de formations ouvert aux civils comme aux militaires. » CESA, s.d., [url](#)

³⁰ IEP, 03/2025, [url](#) ; CESA, 08/08/2025, [url](#)

³¹ Jules Duhamel, 28/08/2025, [url](#) ;

2.2.2. Au Mali

Les violences se sont poursuivies en 2024 et 2025 au Mali, marquées par un niveau élevé de létalité et une dégradation continue de la situation des droits humains, avec des exactions attribuées à la fois aux groupes islamistes armés, aux Forces armées maliennes (FAMA) et à leurs alliés russes³².

Le Global Terrorism Index 2025 classe le Mali au quatrième rang mondial des pays les plus touchés par le terrorisme, soit une place de moins que dans le rapport précédent. Cette évolution s'explique par une baisse de 21 % du nombre de décès liés au terrorisme, passés de 763 en 2023 à 604 en 2024. La zone frontalière avec le Niger et le Burkina Faso demeure la plus affectée, concentrant près des trois quarts des attaques et des victimes. Parallèlement, les membres de l'AES, réunissant le Mali, le Burkina Faso et le Niger, ont rompu leur coopération avec la CEDEAO, tout en renforçant leurs liens politiques et sécuritaires avec la Russie et la Chine³³.

Selon l'ACLED, entre le 1^{er} janvier et le 6 septembre 2025, plus de 2.700 personnes ont perdu la vie dans les 1.010 événements sécuritaires répertoriés sur le territoire du Mali³⁴. Le GSIM reste la principale force insurgée au Sahel, en particulier au Mali et au Burkina Faso, où il contrôle des zones stratégiques, malgré les offensives menées par les FAMA avec l'appui de l'Africa Corps, groupe paramilitaire affilié au ministère russe de la Défense. Le GSIM conserve une implantation durable dans les régions de Mopti, Ségou et Tombouctou en s'appuyant sur son enracinement communautaire et en exploitant les faiblesses de la gouvernance³⁵. Le CESA explique que le groupe djihadiste a intensifié son recours aux engins explosifs improvisés (EEI) et renforcé ses capacités par l'usage de drones, ce qui explique une hausse de 71 % des décès imputables à la violence à distance en 2025 (499 morts). Ses opérations se sont multipliées dans le centre du Mali et se sont étendues vers le Sud et l'Ouest du pays, le long des frontières avec la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Sénégal et la Mauritanie, élargissant ainsi la zone d'insécurité³⁶.

Selon les experts de l'ONU, l'État islamique au Sahel aurait doublé le territoire sous son contrôle depuis 2023 au Mali, tandis que le GSIM a poursuivi l'expansion de ses opérations, y compris des attaques d'envergure contre des cibles gouvernementales à Bamako en septembre 2024³⁷.

Les civils sont les premiers exposés à des violences commises par les forces de sécurité maliennes et leurs alliés russes du groupe Wagner et de l'Africa Corps. Au Mali et Burkina Faso, entre 2021 et 2025, les forces armées nationales à l'aide des partenaires russes ont mené 1.292 attaques, causant 6.058 morts. De janvier à juin 2025, les forces de sécurité maliennes et leurs alliés auraient été responsables de 92 % des décès de civils d'après le CESA. Le GSIM exploite ces abus pour se présenter comme un « protecteur » des communautés marginalisées et diffuse des images de violations commises par les forces de sécurité, afin d'accentuer le sentiment que l'Etat est l'ennemi des populations³⁸.

Selon le HCR, la situation sécuritaire et de protection au Mali s'est fortement dégradée au deuxième trimestre de 2025. Le système de monitoring de protection a documenté près de 14.000 violations des droits humains, soit plus du double du trimestre précédent. Cette détérioration est liée à l'intensification des violences (usage accru d'EEI et de drones artisanaux), aux blocus prolongés affectant l'accès humanitaire et économique, ainsi qu'à des violations graves telles que des

³² HRW, 15/01/2025, [url](#) ; AI, 28/04/2025, [url](#)

³³ IEP, 03/2025, [url](#)

³⁴ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 06/09/2025, [url](#)

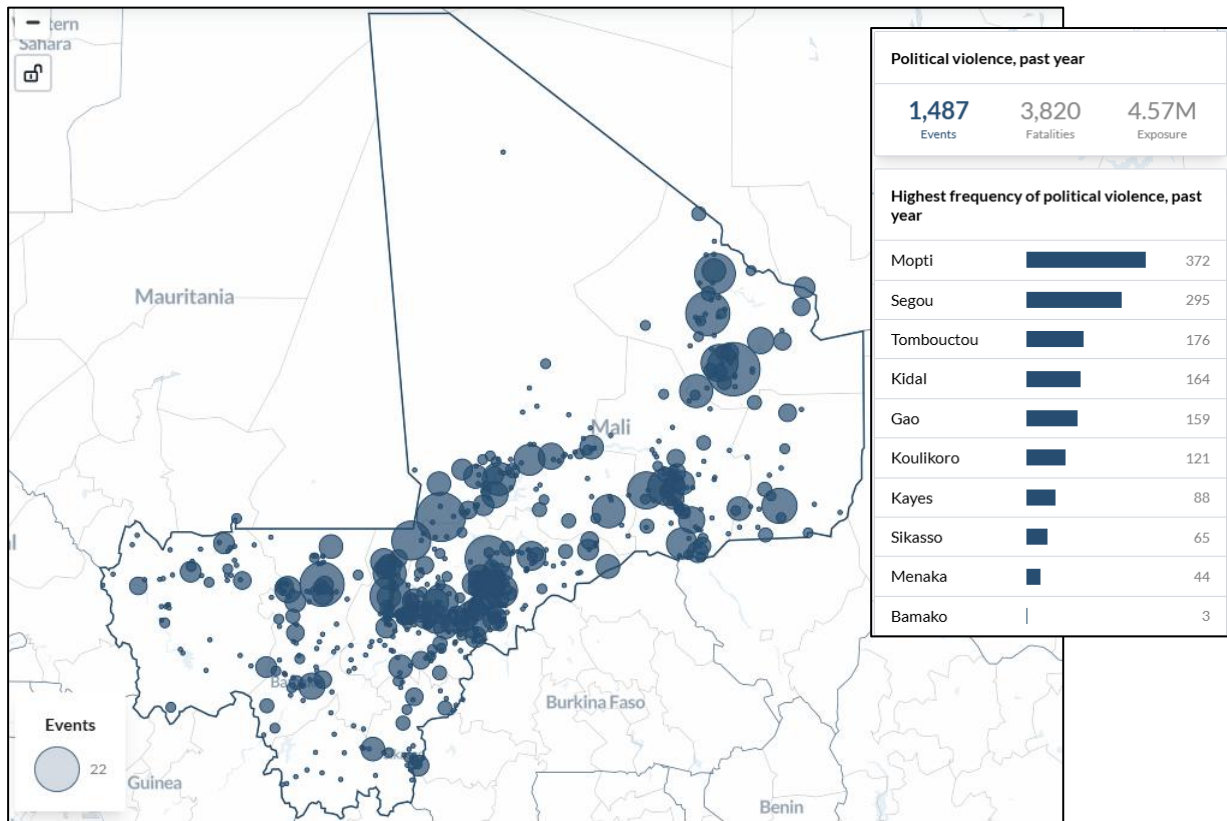
³⁵ IEP, 03/2025, [url](#)

³⁶ CESA, 08/08/2025, [url](#)

³⁷ IEP, 03/2025, [url](#)

³⁸ CESA, 08/08/2025, [url](#)

assassinats, enlèvements, violences basées sur le genre, pillages et restrictions de mouvement. Le HCR rapporte également une hausse de 286 % des déplacements forcés³⁹.



Évènements violents enregistrés sur la période du 27 septembre 2024 au 26 septembre 2025⁴⁰

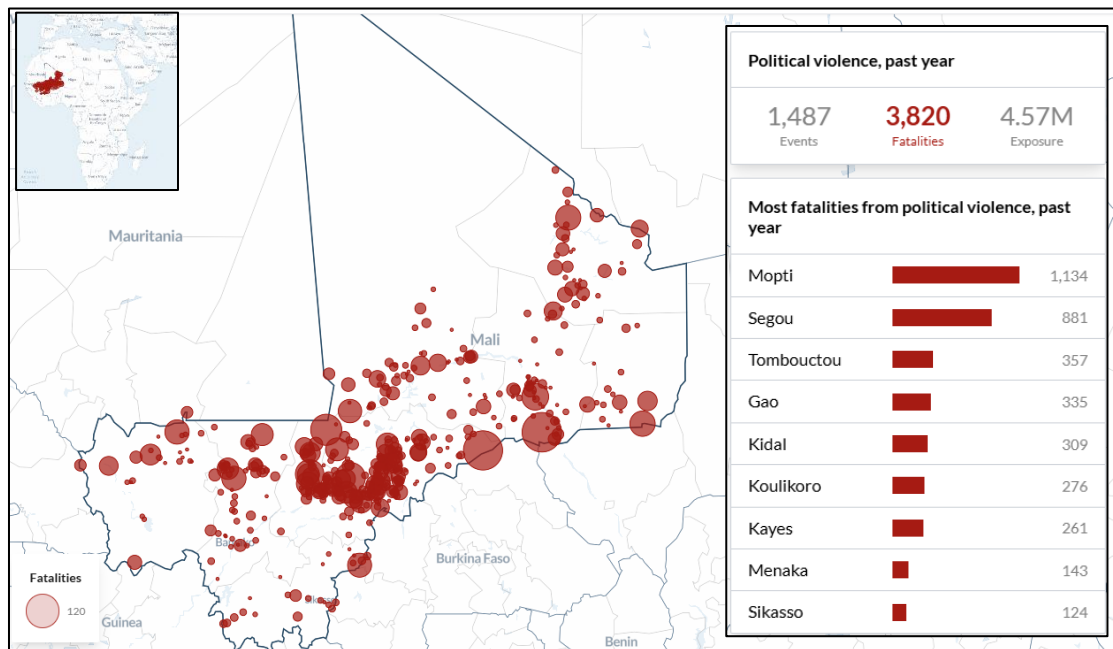
Les principales tendances observées au Mali incluent l'expansion géographique des violences vers le sud, l'usage systématique de blocus limitant l'accès humanitaire et économique, et l'intensification des violences sociales et psychologiques. Les femmes et les enfants sont particulièrement visés, à travers les violences sexuelles, les recrutements forcés et les déplacements massifs. Les dynamiques migratoires se dégradent également, avec une hausse des mouvements mixtes et une vulnérabilité accrue des personnes sans documents d'identité⁴¹.

Selon l'ACLED, plus de 3.800 personnes ont perdu la vie dans près de 1.500 événements violents enregistrés au Mali de septembre 2024 à septembre 2025, comme le montre la carte suivante.

³⁹ UNHCR - Global Protection Cluster via ReliefWeb, 01/10/2025, [url](#) ;

⁴⁰ ACLED, 03/10/2025, [url](#)

⁴¹ UNHCR - Global Protection Cluster via ReliefWeb, 01/10/2025, [url](#) ;



Décès liés aux événements violents au Mali, sur la période du 27 septembre 2024 au 26 septembre 2025⁴²

3. Parties combattantes

3.1. Forces armées maliennes (FAMA)

Selon les estimations du Global Firepower Index⁴³, en 2025, l'armée malienne compterait environ 25.000 militaires. Dans le classement établi par la même institution en septembre 2025, les FAMA sont considérés comme la 18^e armée la plus puissante sur le continent africain, devant ses voisins, le Niger, le Burkina Faso et la Mauritanie. Sur le plan mondial, l'armée malienne se situe à la 104^e position parmi 145 pays pris en compte⁴⁴.

Créées le 1^{er} octobre 1960, date de l'indépendance du Mali, les FAMA regroupent l'armée de terre, l'armée de l'air, la garde nationale et la gendarmerie⁴⁵.

3.2. Wagner et Africa Corps

Le groupe paramilitaire privé russe Wagner aurait été fondé en 2014 par un ancien officier de l'armée russe⁴⁶. Fin 2021, environ 1.000 militaires russes du groupe Wagner sont arrivés au Mali pour soutenir les FAMA dans leur combat contre les groupes militants islamistes. Selon le CESA, l'Etat malien aurait accordé un montant mensuel de 10,9 millions de dollars ainsi que l'accès aux mines d'or maliennes

⁴² ACLED, 03/10/2025, [url](#)

⁴³ Il s'agit d'un site américain qui fait un classement annuel évaluant la puissance militaire des pays du monde en se basant sur une cinquantaine de critères, incluant les ressources, le budget, la logistique, la géographie, l'économie, et la technologie. Global Fire Power, s.d., [url](#)

⁴⁴ Global Fire Power, 01/09/2025, [url](#) ; Global Fire Power, 01/09/2025, [url](#)

⁴⁵ FAMA, s.d., [url](#)

⁴⁶ BBC, 05/04/2022, [url](#) ; Franceinfo, 26/09/2022, [url](#)

aux paramilitaires russes de Wagner⁴⁷. Ce déploiement a influencé la décision de la France de se retirer du Mali⁴⁸. Largement rapportée sur le sol malien, la présence de Wagner n'a pas été reconnue formellement par la junte militaire au pouvoir qui a admis seulement la présence d'« instructeurs » militaires russes⁴⁹. Selon Hédi Nsaibia, analyste pour l'Afrique de l'Ouest à l'ACLED, la contribution du groupe Wagner au Mali a été davantage politique que militaire, dans la mesure où sa présence a marqué un éloignement des partenaires occidentaux et favorisé un rapprochement avec la Russie⁵⁰.

Après la mort de son leader, le groupe privé Wagner annonce son départ du Mali le 5 juin 2025, après avoir « accompli sa mission ». Il est remplacé par son successeur, les paramilitaires de l'Africa Corps, force sous l'autorité du Ministère russe de la Défense⁵¹. L'Africa Corps conserve toutefois près de 80 % des combattants de Wagner et selon les analystes et observateurs du conflit sahélien, il poursuit les mêmes pratiques controversées, marquées par des violations graves des droits humains et une guerre informationnelle, dans une stratégie visant à affaiblir l'influence occidentale et à ancrer la présence russe au Sahel⁵². D'après la BBC, l'Africa Corps serait présent au Burkina Faso, au Niger, en Libye et en Guinée équatoriale⁵³.

D'après les statistiques du CESA, 1.292 attaques contre les civils perpétrées par les forces de sécurité avec l'aide des paramilitaires russes ont provoqué 6.058 morts au Mali et au Burkina Faso, tandis que durant la même période, les attaques des groupes islamistes ont fait 5.708 décès⁵⁴.

3.3. Groupes armés du Nord

Les groupes armés du Nord-Mali englobent à la fois les ex-mouvements rebelles indépendantistes et les milices d'autodéfense pro-gouvernementales nées dans le contexte de la crise de 2012. Depuis juin 2014, ces groupes armés issus du processus de paix se sont structurés en trois coalitions principales :

- La « Plateforme »⁵⁵ : une coalition de groupes armés pro-gouvernementaux.
- La Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), ex-rébellion touareg⁵⁶.

⁴⁷ CESA, 21/07/2023, [url](#)

⁴⁸ BBC, 05/04/2022, [url](#)

⁴⁹ Al Jazeera, 20/04/2022, [url](#)

⁵⁰ ACLED, 04/09/2025, [url](#)

⁵¹ Le Monde, 06/06/2025, [url](#) ; Timbuktu Institute, 23/07/2025, [url](#)

⁵² Timbuktu Institute, 23/07/2025, [url](#)

⁵³ BBC, 12/06/2025, [url](#)

⁵⁴ CESA, 08/08/2025, [url](#)

⁵⁵ Les principaux groupes qui font partie de la Plateforme sont la Coordination des mouvements et fronts patriotiques de résistance (CMFPR), le Mouvement arabe de l'Azawad (MAA), la Coalition du peuple pour l'Azawad (CPA), le Groupe d'autodéfense touareg Imghads et alliés (GATIA) et le Mouvement pour le salut de l'Azawad (MSA). ICG, 22/05/2015, [url](#) ; RFI, 14/07/2019, [url](#)

⁵⁶ Les groupes qui font partie de la Coordination sont le Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA), le Haut conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA), une dissidence du Mouvement arabe de l'Azawad (MAA dissident) et la CMFPR II qui est une aile dissidente de la CMFPR. ICG, 22/05/2015, [url](#) ; RFI, 14/07/2019, [url](#) ;

- La Coordination des mouvements de l'entente (CME), une alliance de groupes armés qui réclame son inclusion dans la mise en œuvre de l'Accord de paix signé en 2015 entre l'État malien et les groupes armés du Nord ^{57 58}.

Face à une dégradation de la situation sécuritaire, la Plateforme et la CMA ont créé en mai 2021 une nouvelle alliance : le Cadre stratégique permanent (CSP). En 2023, le GATIA puis le MSA ont quitté cette structure, évoquant des incohérences internes et la reprise des combats, tout en réaffirmant leur soutien aux autorités de Bamako⁵⁹.

Fin janvier 2024, les autorités de transition maliennes ont annoncé, avec effet immédiat, la fin de l'Accord de 2015⁶⁰. Dans les semaines qui ont suivi, des affrontements ont opposé les FAMA à des groupes touareg. Fin novembre 2024, les principaux mouvements séparatistes ont décidé de constituer une nouvelle coalition dénommée Front de libération de l'Azawad (FLA)⁶¹.

3.4. Groupes d'autodéfense

Le centre du Mali a toujours été le théâtre de violences intercommunautaires, mais, depuis 2012, ces conflits se sont intensifiés parallèlement à l'implantation de groupes djihadistes. Ces affrontements opposant les milices locales et les groupes djihadistes alimentent et facilitent le recrutement des combattants de part et d'autre. Selon certains observateurs du conflit au Mali, la multiplication des milices d'auto-défense se traduit par l'incapacité de l'Etat à sécuriser les populations locales. Face à ce manque de protection, les Bambaras, les Dogons et les Tellems ont mis en place des milices propres ou des groupes d'autodéfense afin de protéger leurs communautés. En réponse, les Peuls ont fait de même⁶². Les groupes de vigilance peuls, les milices dozogs et dogons ainsi que le groupe d'autodéfense Da Na Amassagou (DNA)⁶³ sont décrits dans le chapitre 3.3.3. du COI Focus [Mali. Situation sécuritaire](#) du 7 février 2022.

3.5. Groupes terroristes

Les deux acteurs djihadistes dominants au Mali sont l'Etat islamique dans le Grand Sahara (EIGS) et le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM, en arabe Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin, JNIM). Le GSIM ou JNIM apparaît comme le groupe le plus actif et mais aussi le plus meurtrier au Sahel, responsable de la majorité des victimes attribuées aux groupes islamistes armés, tandis que l'EIGS, moins développé que son concurrent, essaye de consolider son contrôle territorial dans le nord-est du Mali⁶⁴.

Officiellement actif au Mali depuis 2016, l'EIGS disposerait d'environ 3.000 combattants et opère principalement dans la région située aux confins du Mali, du Burkina Faso et du Niger, couramment

⁵⁷ Cette coalition est composée du Congrès pour la justice dans l'Azawad (CJA), de la Coalition du peuple pour l'Azawad (CPA), du Mouvement pour le salut de l'Azawad (MSA2), du Front populaire de l'Azawad (FPA) et du Mouvement populaire pour le salut de l'Azawad (MPSA). Sahel Elite via web.archive.org, 13/05/2018, [url](#) ; SIPRI via ReliefWeb, 04/11/2019, [url](#)

⁵⁸ Des détails concernant l'histoire et la formation de ces groupes signataires de l'Accord de paix se trouvent dans le chapitre 3.3.1. du COI Focus Mali *Situation sécuritaire* du 7 février 2022 : CGRA-CGVS, 07/02/2022, [url](#)

⁵⁹ Jeune Afrique, 25/09/2023, [url](#)

⁶⁰ Le Monde, 26/01/2024, [url](#) ; HRW, 26/01/2024, [url](#)

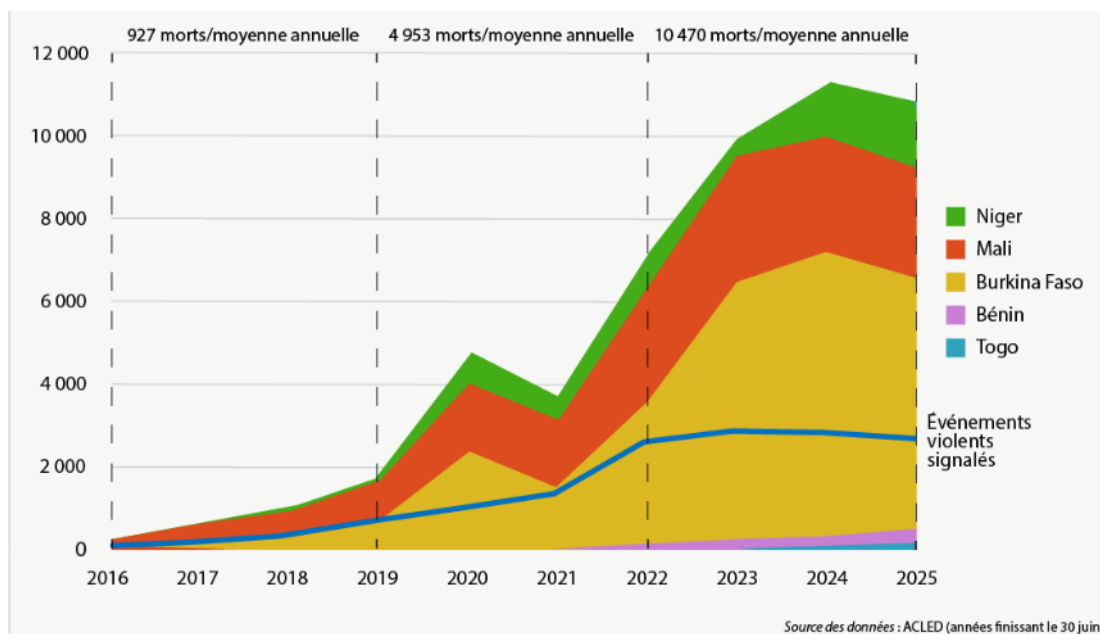
⁶¹ TV5 Monde, 01/12/2024, [url](#) ; Le Monde, 02/12/2024, [url](#)

⁶² Studio Tamani, 01/06/2018, [url](#) ; IFRI, 12/2022, [url](#) ; ASSN, 21/03/2025, [url](#) ; TV5 Monde, 18/09/2025, [url](#) ; HRW, 10/02/2020, [url](#) ; ICG, 09/11/2020, [url](#)

⁶³ Appelé aussi Dan Nan Ambassagou : Maliactu, 06/09/2019, [url](#) ; RFI, 25/03/2019, [url](#)

⁶⁴ CESA, 08/08/2025, [url](#)

appelée la « zone des trois frontières » ou Liptako-Gourma⁶⁵. Ses relations avec le GSIM oscillent souvent entre rivalité ouverte et formes de coopération ponctuelle selon le contexte⁶⁶.



Nombre de décès attribués aux groupes islamistes armés au Sahel, par pays, de janvier 2016 au 30 juin 2025⁶⁷

Actif au Mali et au Burkina Faso, le GSIM dirigé par Iyad Ag Ghali, est affilié à Al-Qaïda et compte, selon certaines sources entre 6.000 et 7.000 combattants. Il se déplace vers les pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest, avec comme objectif de contrôler plus de territoire,⁶⁸. Fondé officiellement en mars 2017 de la fusion de l'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) avec des groupes salafistes locaux comme Ansar Dine, Katiba Macina (FLM) et Al-Mourabitoun, il se consacre principalement à la mise en œuvre de la charia⁶⁹.

Le Front de libération du Macina (FLM), appelé aussi Katiba Macina, dirigé par le prédicateur peul Amadou Koufa, constitue la composante la plus active du GSIM. Ancré dans son bastion du centre du Mali, le FLM ou Katiba Macina a consolidé son emprise territoriale dans le centre du Mali et étendu ses opérations vers le sud du pays et au Burkina Faso. En septembre 2024, le groupe a revendiqué une attaque inédite d'envergure contre une base de la gendarmerie à Bamako et l'aéroport militaire de la capitale, au cours de laquelle plusieurs dizaines de soldats ont été tués et un avion présidentiel incendié⁷⁰.

Selon l'ONU, l'intensification des attaques des groupes djihadistes au Sahel, marquée durant l'année précédente par l'usage accru de drones et d'engins explosifs improvisés, montre la montée en puissance de ces groupes ainsi que les limites des dispositifs sécuritaires actuellement en place.

⁶⁵ TheHuffingtonPost International via web.archive.org, 14/01/2018, [url](#) ; Libération, 12/12/2019, [url](#) ; Jeune Afrique, 24/10/2022, [url](#) ; CESA, 08/08/2025, [url](#)

⁶⁶ CESA, 08/08/2025, [url](#)

⁶⁷ CESA, 08/08/2025, [url](#)

⁶⁸ CESA, 08/08/2025, [url](#)

⁶⁹ Counter Extremism Project, 26/06/2024, [url](#) ; Counter Extremism Project, 26/06/2024, [url](#)

⁷⁰ Le Monde, 28/11/2024, [url](#) ; CESA, 01/10/2024, [url](#)

L'organisation avertit également que la menace terroriste s'étend désormais vers les États côtiers, faisant craindre une propagation du conflit dans des zones jusque-là épargnées⁷¹.

Les origines de ces groupes ainsi que leurs stratégies sont décrites aux chapitres 3.3.2. du COI Focus [Mali. Situation sécuritaire](#) du 7 février 2022.

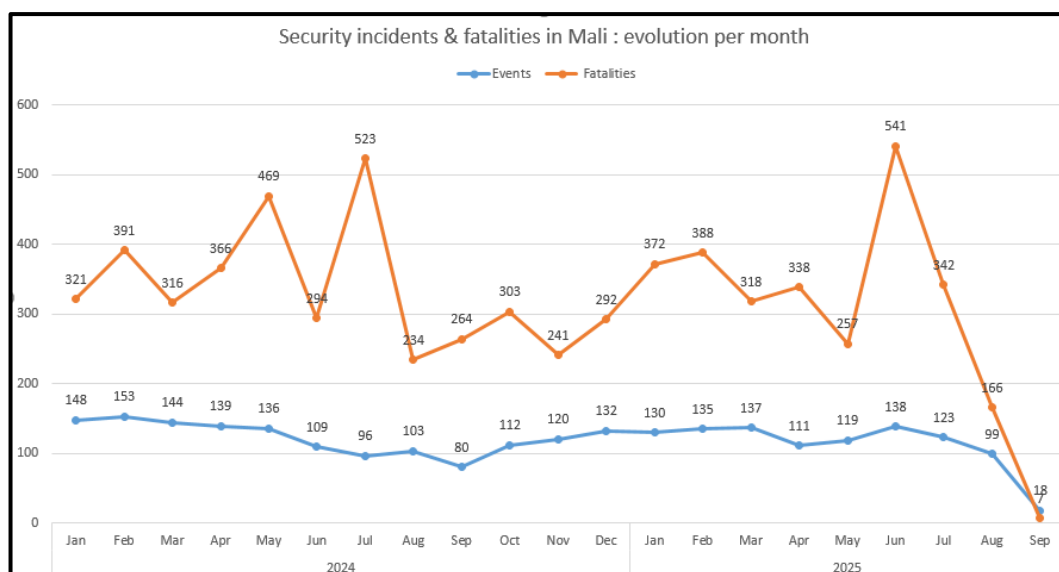
4. Typologie de la violence

4.1. Nombre d'incidents

Malgré la difficulté de recueillir des chiffres exacts, les données répertoriées par l'ACLED dessinent les tendances en matière de violences perpétrées au Mali.

Pour la période étudiée dans ce COI Focus allant du 1^{er} septembre 2024 au 5 septembre 2025, l'ACLED a recensé 1.454 incidents (catégories *battles*, *remote violence*, *violence against civilians*) au Mali. Sur ce nombre, l'ACLED classe 402 incidents comme *battles*, 509 incidents comme *explosions/remote violence* et 543 comme *violence against civilians*.

Le graphique suivant présente les chiffres répertoriés mensuellement au Mali, sur la période du 1^{er} janvier 2024 au 6 septembre 2025 : 6.743 décès au total (en orange) et 2.482 incidents (en bleu).



Graphique1, réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED, du 1^{er} janvier 2024 au 6 septembre 2025⁷²

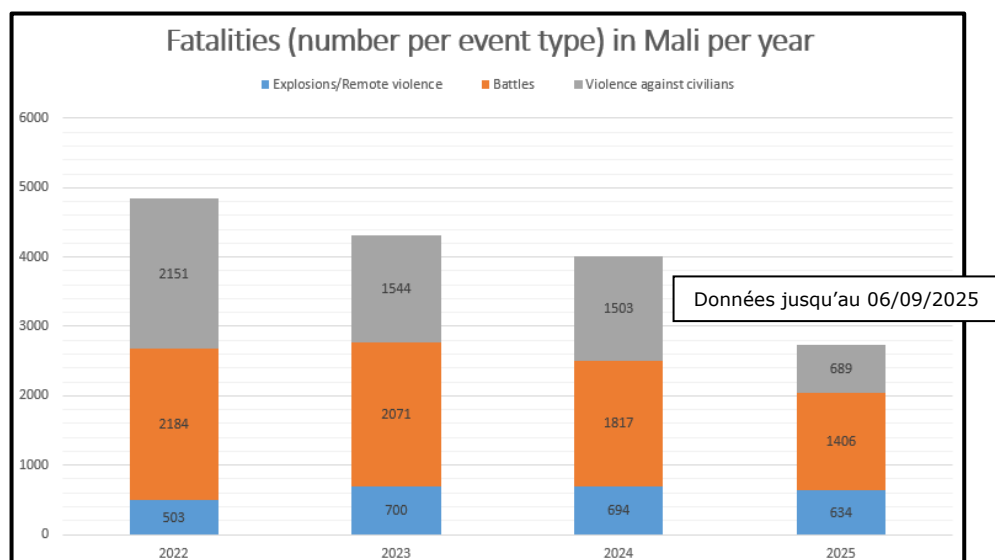
Pour la même période du 1^{er} janvier au 6 septembre 2025, l'ACLED a recensé 2.729 morts au Mali dans des incidents du type *battles*, *explosions/remote violence* en *violence against civilians*⁷³.

Durant toute l'année 2024, dans les mêmes catégories d'incidents, l'ACLED avait répertorié 4.014 décès. Le graphique ci-dessous montre le nombre de décès par type d'incident survenu au Mali de 2022 à septembre 2025.

⁷¹ UNSC, 30/07/2025, [url](#)

⁷² ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 06/09/2025, [url](#)

⁷³ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 06/09/2025, [url](#)



Graphique 2, réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED. Pour l'année 2025, il s'agit des chiffres du 1^{er} janvier 2024 au 6 septembre 2025⁷⁴

4.2. Nature des incidents

Sur les 2.482 incidents sécuritaires enregistrés au Mali entre janvier 2024 et septembre 2025, les catégories les plus fréquentes sont : les attaques (793), les affrontements armés (703), suivies par les incidents liés aux engins explosifs improvisés (EEI) (414) et les frappes aériennes ou de drones (332). Plus de 40% de ces incidents (1.010 au total) se sont produits entre le 1^{er} janvier et le 6 septembre 2025⁷⁵.

Les groupes radicaux liés à Al-Qaïda et à l'État Islamique ont multiplié les assauts, ciblant tant les positions militaires que les civils. Le 17 septembre 2024, une attaque a frappé le cœur de Bamako, une première depuis neuf ans : des combattants affiliés au GSIM ont simultanément attaqué l'école de gendarmerie de Faladié et l'aéroport international Modibo Keita. L'attaque, complexe et minutieusement coordonnée, a fait environ 77 morts selon des sources sécuritaires⁷⁶. Selon le CESA,

« Le fait que les militants se soient attaqués à des installations sécuritaires plutôt qu'à des cibles civiles pourtant moins protégées est d'autant plus remarquable pour sa planification et son exécution, ainsi que pour sa capacité à endommager la capacité des forces de sécurité. [...] Cette pression croissante sur Bamako se reflète aussi dans une dégradation plus large de la sécurité au Mali depuis que la junte s'est emparée du pouvoir en août 2020. Depuis lors, les groupes islamistes militants se sont montrés capables d'étendre la portée de leurs activités vers le sud du pays depuis de leurs bastions dans le nord et le centre du Mali »⁷⁷.

Les attaques asymétriques, telles que les EEI, mines, embuscades et autres attentats indirects, constituent depuis de années un mode opératoire courant des insurrections au Mali⁷⁸.

Des groupes armés (terroristes ou séparatistes) recourent de plus en plus à des drones civils armés « kamikazes ». Cette pratique, désormais répandue au Sahel central et inspirée d'autres théâtres,

⁷⁴ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 06/09/2025, [url](#)

⁷⁵ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 06/09/2025, [url](#)

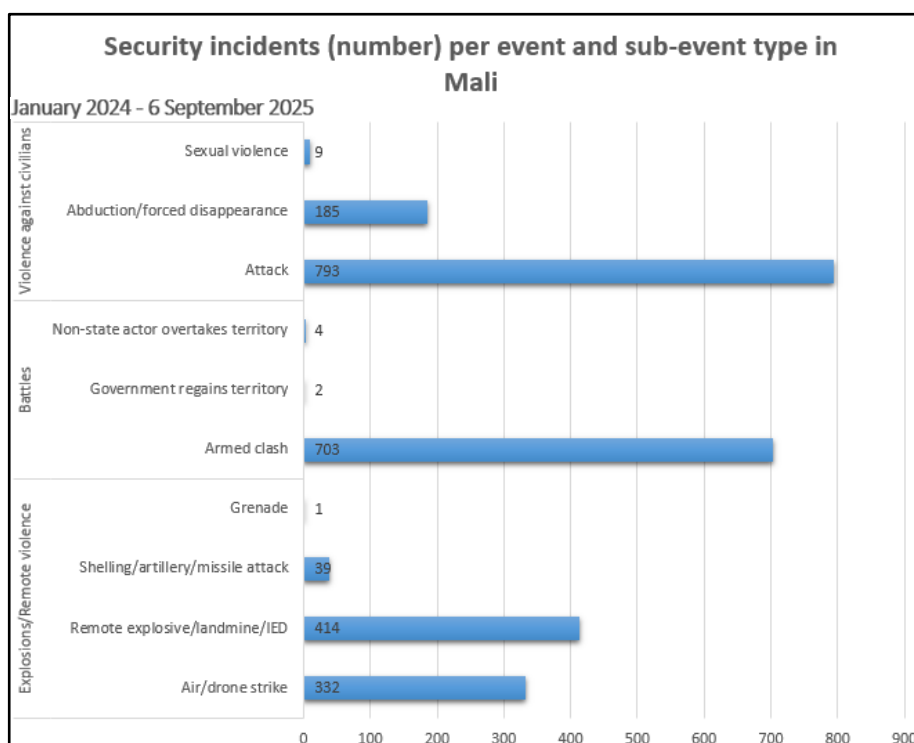
⁷⁶ CESA, 01/10/2024, [url](#)

⁷⁷ CESA, 01/10/2024, [url](#)

⁷⁸ UNHCR - Global Protection Cluster, 06/2025, [url](#) ; UNHCR - Global Protection Cluster, 05/06/2025, [url](#)

démontre une évolution constante des tactiques asymétriques. Les attaques avec ces engins se soldent par des dommages humains et matériels accrus et ont également un effet dissuasif sur les troupes de l'armée malienne⁷⁹. En septembre-octobre 2024, de petits drones auraient été utilisés pour larguer des charges explosives contre des éléments russes de Wagner à Goundam et Léré (Tombouctou). Le 5 mai 2025, une attaque au drone « kamikaze » a été tentée contre les FAMA à Amachache (Kidal), près de la frontière algérienne⁸⁰.

Les graphiques ci-dessous illustrent les types de violences recensés au Mali entre janvier 2024 et septembre 2025, regroupées dans les trois principales catégories d'incidents sécuritaires telles qu'enregistrées par l'ACLED⁸¹.



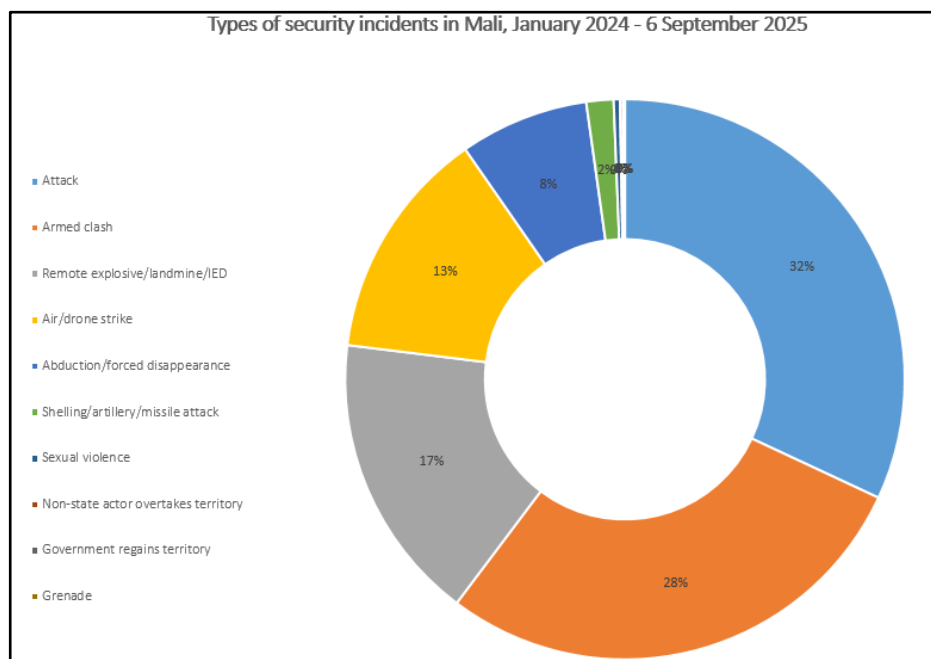
Graphique 3, réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED, du 1^{er} janvier 2024 au 6 septembre 2025⁸²

⁷⁹ ISS Africa, 08/07/2025, [url](#) ;

⁸⁰ ISS Africa, 08/07/2025, [url](#) ;

⁸¹ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 06/09/2025, [url](#)

⁸² ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 06/09/2025, [url](#)



Graphique 4, réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED, du 1^{er} janvier 2024 au 6 septembre 2025⁸³

5. Cibles de la violence

5.1. Données

Depuis la fin des années 2000, le Mali a été le premier pays du Sahel visé par les groupes islamistes armés tels qu'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), Ansar Dine et le MUJAO. Depuis cette période, environ 17.700 personnes y ont été tuées, dont près de 81 % (14.384) depuis le coup d'État militaire de 2020. Pour la période de 1^{er} août 2024 au 6 septembre 2025, l'ACLED estime à 4.074 le nombre de morts liés au conflit au Mali⁸⁴.

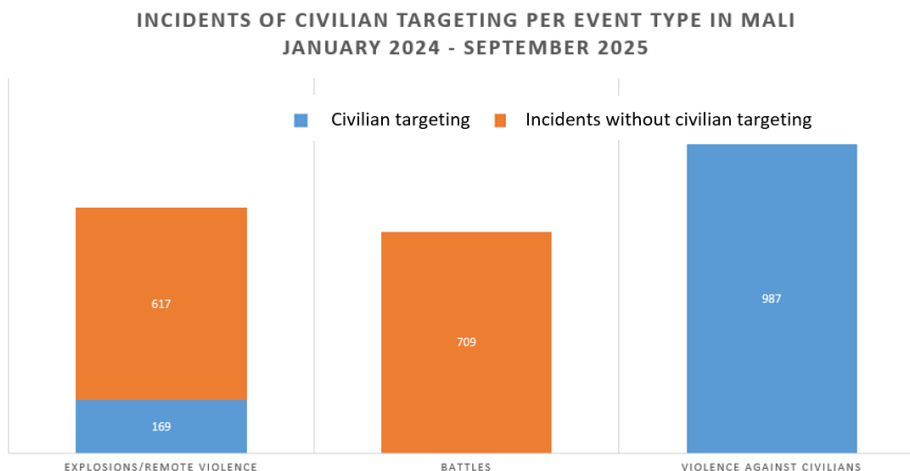
Plus de 41 % du total d'incidents survenus au Mali du 1^{er} janvier au 6 septembre 2025 ont ciblé les civils, selon l'ACLED. Durant toute l'année 2024, sur les 1.472 incidents répertoriés au total, plus de 50 % ont visé les populations civiles, selon la même source⁸⁵.

Le graphique suivant montre, en couleur bleue, le nombre d'incidents ciblant les civils entre janvier 2024 et septembre 2025, selon les types d'incidents tels que répertoriés par l'ACLED :

⁸³ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 06/09/2025, [url](#)

⁸⁴ CESA, 08/08/2025, [url](#) ; ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 06/09/2025, [url](#)

⁸⁵ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 06/09/2025, [url](#)



Graphique 5, réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED, du 1^{er} janvier 2024 au 6 septembre 2025⁸⁶

Sous l'appellation *civilian targeting*, l'ACLED recense les actes de violence dans le cadre desquels des civils constituent la cible principale ou unique. Outre tous les incidents de la catégorie *violence against civilians*, celle de *civilian targeting* recouvre les actes de violence enregistrés en tant qu'*explosions/remote violence*. À cet égard, l'ACLED définit les civils comme étant, par définition, des victimes non armées des violences. En ce sens, l'ACLED inclut également le personnel des forces de sécurité dans cette catégorie lorsqu'il est la cible de violences alors qu'il est en civil et non armé⁸⁷.

5.2. Analyse

5.2.1. Civils

Les civils au Mali demeurent les premières victimes du conflit, ciblés à la fois par les attaques des groupes armés mais aussi par les bavures ou exactions des forces gouvernementales. Les civils font face à des nombreuses violations de droits humains et à une large variété de dangers. Les sources documentent des violences ciblant les civils telles que des meurtres, des blessures, des violences sexuelles, des enlèvements et des menaces, des attaques aux EEI, de même que des braquages, des pillages et des extorsions de biens⁸⁸. C'est surtout au nord et au centre du pays, selon le Cluster Protection du HCR, que les civils subissent de graves atteintes, provoquant des déplacements massifs. L'insécurité persistante dégrade l'environnement de protection et limite l'accès humanitaire, ce qui retarde l'aide aux personnes les plus vulnérables. À ces facteurs s'ajoutent des effets du changement climatique, décrits comme dévastateurs et meurtriers⁸⁹.

Selon le HCR, les civils au Mali sont fortement exposés aux EEI, mines et restes explosifs de guerre. Sur la période d'octobre 2024 à mars 2025, 171 incidents ont provoqué 133 victimes civiles (99 morts et 34 blessés), avec une incidence particulière sur les usagers de la route, les personnes déplacées et les enfants. Cette menace, qui s'étend du centre vers le sud et l'ouest, se traduit par des pertes en vies humaines, des handicaps et des traumatismes psychosociaux, tout en restreignant l'accès aux moyens de subsistance, aux services essentiels et au réseau routier. Elle entrave également les retours des déplacés, complique l'acheminement de l'aide et le déploiement des forces de sécurité.

⁸⁶ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 06/09/2025, [url](#)

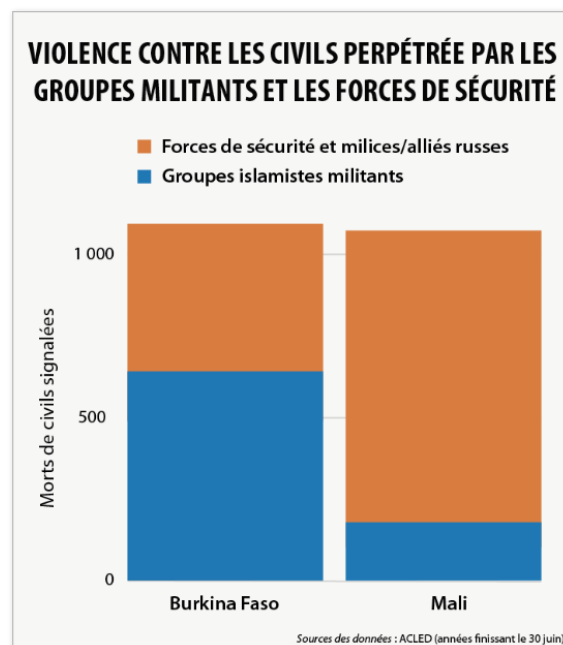
⁸⁷ ACLED, 06/2023, pp. 22, 23, 29, [url](#)

⁸⁸ Nations unies - Conseil de sécurité, 06/03/2025, [url](#)

⁸⁹ UNHCR - Global Protection Cluster, 05/06/2025, [url](#)

Parallèlement, la diffusion d'armes légères contribue à l'aggravation des violences intercommunautaires et de la criminalité⁹⁰.

Tous les protagonistes du conflit malien se sont rendus coupables de violations graves des droits humains et du droit international humanitaire, contribuant à un climat d'impunité généralisée. Les habitants des zones disputées entre l'armée et les groupes terroristes se trouvent pris en étau entre les forces en présence : ils peuvent devenir des cibles pour les groupes terroristes s'ils sont perçus comme collaborateurs des FAMA tout en étant également visés par les militaires maliens s'ils sont soupçonnés de collusion avec les groupes djihadistes⁹¹. Selon l'analyse du CESA, durant les quatre dernières années, les opérations menées par l'armée malienne et les forces paramilitaires russes (Wagner et Africa Corps) ont causé 6.058 morts dans 1.292 incidents, un nombre plus élevé de victimes que les 5.708 décès attribués aux groupes djihadistes sur la même période. Ces abus commis par l'armée malienne et leurs partenaires russes favorisent le recrutement de groupes djihadistes au sein de la population locale et érodent la confiance des civils dans les autorités maliennes⁹².



Graphique 6, réalisé par le CESA sur des données ACLED du juillet 2024 au 30 juin 2025⁹³

Parallèlement, des bandits armés et des individus non identifiés profitent de l'insécurité pour commettre des abus, tels que des braquages, des enlèvements ou des extorsions. Les populations, déjà fragilisées par les attaques et la perte de leurs biens, subissent ainsi des répercussions physiques, psychologiques et socio-économiques importantes, selon le HCR⁹⁴.

Les chiffres du Cluster Protection du HCR montrent une baisse de 13 % des violations des droits humains contre les civils durant le premier trimestre du 2025 en comparaison avec le dernier trimestre de 2024 (6.591 violations des droits humains ont été enregistrées au 1^{er} trimestre 2025 contre 7.580 violations au cours du dernier trimestre 2024). Cependant, le nombre de violations des droits des

⁹⁰ UNHCR - Global Protection Cluster, 06/2025, [url](#) ; UNHCR - Global Protection Cluster, 05/06/2025, [url](#)

⁹¹ Nations unies - Conseil de sécurité, 03/08/2023, [url](#)

⁹² CESA, 08/08/2025, [url](#) ; CESA, 29/09/2025, [url](#) ;

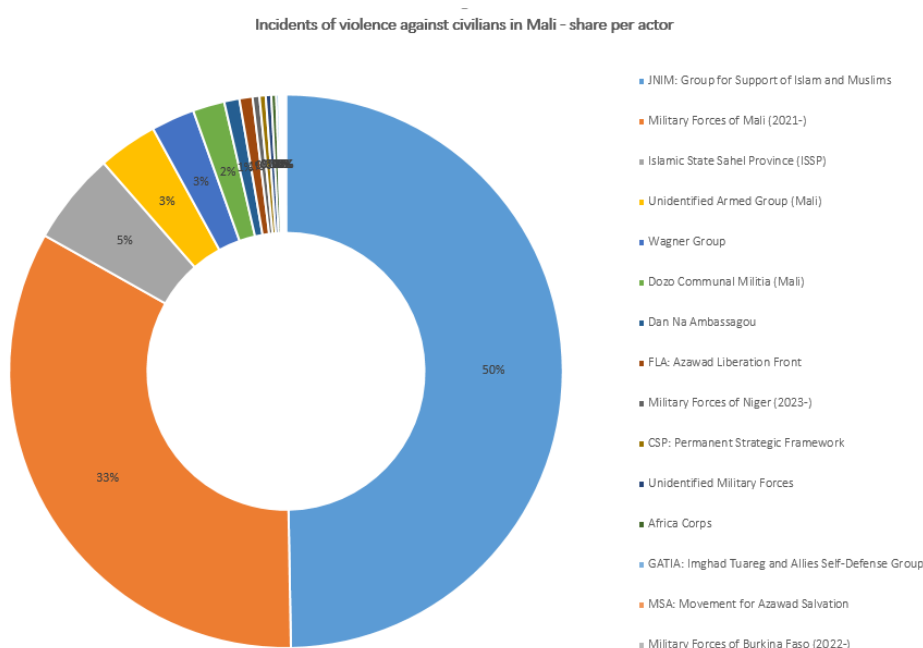
⁹³ CESA, 08/08/2025, [url](#)

⁹⁴ UNHCR - Global Protection Cluster, 06/2025, [url](#)

enfants a lui augmenté de 97% durant le premier trimestre de 2025 par rapport au dernier trimestre 2024⁹⁵.

Au cours du deuxième trimestre de 2025, la même source constate une situation sécuritaire dégradée (13.987 violations des droits humains documentées), à cause des violences qui « se sont intensifiées et diversifiées, touchant les populations civiles, avec une concentration persistante dans les régions du nord et du centre »⁹⁶.

Dans le graphique ci-après sont représentés les principaux auteurs de violences ciblant les civils au Mali de janvier 2024 à septembre 2025. Selon l'ACLED, le GSIM est impliqué dans environ 50 % de ces violences. Les FAMA sont citées dans 33 % des cas, tandis que l'EIGS apparaît dans 5 %. Les groupes non identifiés et les paramilitaires russes associés à Wagner représentent chacun 3 % du total des violences ciblant les civils au Mali⁹⁷.



Graphique 7, réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED du 1^{er} janvier 2024 au 6 septembre 2025⁹⁸

5.2.2. FAMA et Africa Corps

Durant la période étudiée dans ce COI Focus, les forces de défense et de sécurité maliennes ont poursuivi leurs opérations « anti-djihadistes » dans les zones de conflit, tandis que les groupes armés ont maintenu un niveau élevé d'insécurité par le biais d'attaques, de menaces et de l'utilisation d'EEI. Lors d'affrontements avec les forces de défense et de sécurité, les groupes armés recourent surtout aux attaques surprises, aux embuscades et aux EEI, entraînant dans la plupart des cas également des victimes civiles⁹⁹.

⁹⁵ UNHCR - Global Protection Cluster, 06/2025, [url](#)

⁹⁶ UNHCR - Global Protection Cluster, 06/2025, [url](#)

⁹⁷ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 06/09/2025, [url](#) ; UNHCR - Global Protection Cluster, 06/2025, [url](#) ;

⁹⁸ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 06/09/2025, [url](#)

⁹⁹ UNHCR - Global Protection Cluster, 06/2025, [url](#)

Les FAMA et leurs partenaires russes ont été ciblés de nombreuses fois par les groupes radicaux, dans le cadre du conflit asymétrique au Mali. Les violences commises par le GSIM ont provoqué en 2025 une hausse de 71 % du nombre de victimes liées à des attaques à distance, ce qui représente près de 500 morts supplémentaires. Cette augmentation s'explique notamment par un recours accru aux EEI¹⁰⁰. Le CESA indique en outre que le GSIM aurait renforcé ses capacités opérationnelles en accédant à des drones, ce qui lui permettrait d'accroître la portée de ses attaques et la menace exercée tant sur les civils que sur les forces de sécurité au Mali¹⁰¹.

A titre d'exemple, le 1^{er} juillet 2025, le GSIM a mené des attaques coordonnées « d'une ampleur inédite » sur Kayes et Diboli, ciblant cinq positions militaires, dont des checkpoints et des casernes, et a temporairement pris le contrôle de plusieurs sites, démontrant sa capacité à défier directement l'autorité de l'État malien¹⁰². Cité par Le Monde, le GSIM a affirmé avoir pris le « contrôle total de trois casernes ennemies et de dizaines de positions militaires », notamment Niono, Diboli, ou encore Kayes, ainsi que mené des bombardements d'artillerie sur la caserne de Molodo¹⁰³.

Le 19 août 2025, le GSIM a pris le camp militaire de Farabougou après plusieurs heures de combat, forçant les forces armées maliennes à se replier, et consolidant ainsi son contrôle territorial dans la région de Ségou. Selon le Timbuktu Institute, centre de réflexion basé à Dakar,

« La ville est désormais sous contrôle jihadiste, tandis que la population civile a fui, transformant Farabougou en cité fantôme. Les éléments du GSIM (JNIM) ont rapidement imposé leur autorité : interdiction de la musique, de l'alcool et des cigarettes, instauration de la zakat et règles vestimentaires strictes pour les femmes »¹⁰⁴.

Les analystes de l'ACLED affirment que l'attaque contre Farabougou illustre un tournant majeur dans la stratégie du GSIM dans le centre du Mali. Entamé en 2020 après des tensions entre Dozos et communautés peules, le siège de Farabougou s'est peu à peu transformé en une opération de grande ampleur démontrant la capacité du GSIM à mener des actions simultanées sur plusieurs fronts et révélant la difficulté des forces maliennes à y répondre efficacement¹⁰⁵.

A leur tour, les FAMA et les militaires russes de l'Africa Corps font de nombreuses victimes civiles lors de leurs incursions anti-djihadistes dans le pays. Selon l'ACLED, le mois de juin 2025 a été le plus meurtrier de l'année au Mali en raison d'opérations menées par les FAMA et leurs alliés russes. Dans la région de Kidal, ces forces ont été accusées d'« atrocités de masse » commises les 25 et le 26 juin, incluant des exécutions sommaires, des civils brûlés vifs ou jetés dans des puits lors d'opérations à Ibdakan, Eghacher-Sediden et Abelel. Des frappes aériennes et de drones manipulés par les forces armées ont également causé des victimes civiles dans le centre et le nord du pays¹⁰⁶.

Selon Human Rights Watch (HRW), les FAMA avec leurs partenaires russes semblent avoir exécuté au moins 12 hommes peuls et fait disparaître de force au moins 81 autres depuis janvier 2025, dans le cadre d'opérations de contre-insurrection conduites dans plusieurs régions du pays contre le GSIM : «des témoins ont indiqué que des soldats maliens et des combattants du groupe Wagner ont commis des abus contre des personnes appartenant à l'ethnie peule, qu'ils accusent de collaborer avec le GSIM »¹⁰⁷.

¹⁰⁰ Les EEI sont fréquemment utilisés par les groupes extrémistes qui les déploient sur les principales routes, notamment dans le centre du pays.

¹⁰¹ CESA, 08/08/2025, [url](#)

¹⁰² Timbuktu Institute, 11/09/2025, [url](#) ; Le Monde, 01/07/2025, [url](#)

¹⁰³ Le Monde, 01/07/2025, [url](#)

¹⁰⁴ Timbuktu Institute, 11/09/2025, [url](#) ; ACLED, 05/09/2025, [url](#)

¹⁰⁵ ACLED, 05/09/2025, [url](#)

¹⁰⁶ ACLED, 04/07/2025, [url](#)

¹⁰⁷ HRW, 22/07/2025, [url](#)

6. Répartition géographique

Suite à la réorganisation territoriale adoptée en février 2023, un nouveau découpage territorial est entré en vigueur au Mali. Le pays passe de 10 à 19 régions et de 58 à 159 cercles, tandis que les communes de Bamako sont devenues sept arrondissements¹⁰⁸. Sur base de ce nouveau découpage, les régions suivantes ont été ajoutées :

- Taoudeni (anciennement dans la région de Tombouctou - Nord)
- Nioro (anciennement dans la région de Kayes - Sud)
- Kita (anciennement dans la région de Kayes - Sud)
- Dioïla (anciennement dans la région de Koulikoro - Sud)
- Nara (anciennement dans la région de Koulikoro - Sud)
- Bougouni (anciennement dans la région de Sikasso Sud)
- San (anciennement dans la région de Ségou – Centre)
- Douentza (anciennement dans la région de Mopti – Centre)
- Bandiagara (anciennement dans la région de Mopti – Centre)¹⁰⁹.

Une nouvelle carte (disponible dans les [annexes](#)) de l'actuel découpage a été publiée par les Nations unies le 17 septembre 2025. Cette nouvelle configuration n'a pas encore été prise en compte par l'ACLED ni par plusieurs sources rapportant les incidents.

En 2024 et 2025, le Centre reste la zone la plus meurtrière du pays, mais les attaques continuent à se multiplier dans le Sud et l'Ouest. Selon le CESA, environ 20 % des événements violents attribués au GSIM se sont produits dans le sud et l'ouest du pays, avec un nombre de morts qui a doublé par rapport à la période précédente. L'année dernière, ces zones ne concentraient qu'environ 8 % des épisodes violents imputés au GSIM, alors que l'activité du groupe restait surtout localisée dans le Nord et le Centre¹¹⁰.

D'après le HCR,

« la menace sécuritaire affecte plusieurs régions du Mali, en particulier les zones transfrontalières, les localités enclavées et celles marquées par une faible présence de l'État. Bandiagara, Douentza, Gao, Kidal, Kita, Kayes, Ménaka, Mopti, Nara, Nioro, San, Ségou, Sikasso, Taoudéni et Tombouctou restent les zones les plus affectées par la menace. Les attaques sont plus récurrentes durant la période des cultures, lors des foires hebdomadaires, dans les périodes de décrue. Ces attaques ont d'importantes répercussions sur les conditions de vie des populations, exacerbant leur vulnérabilité et créant un cycle de violence reconnue pour sa récurrence »¹¹¹.

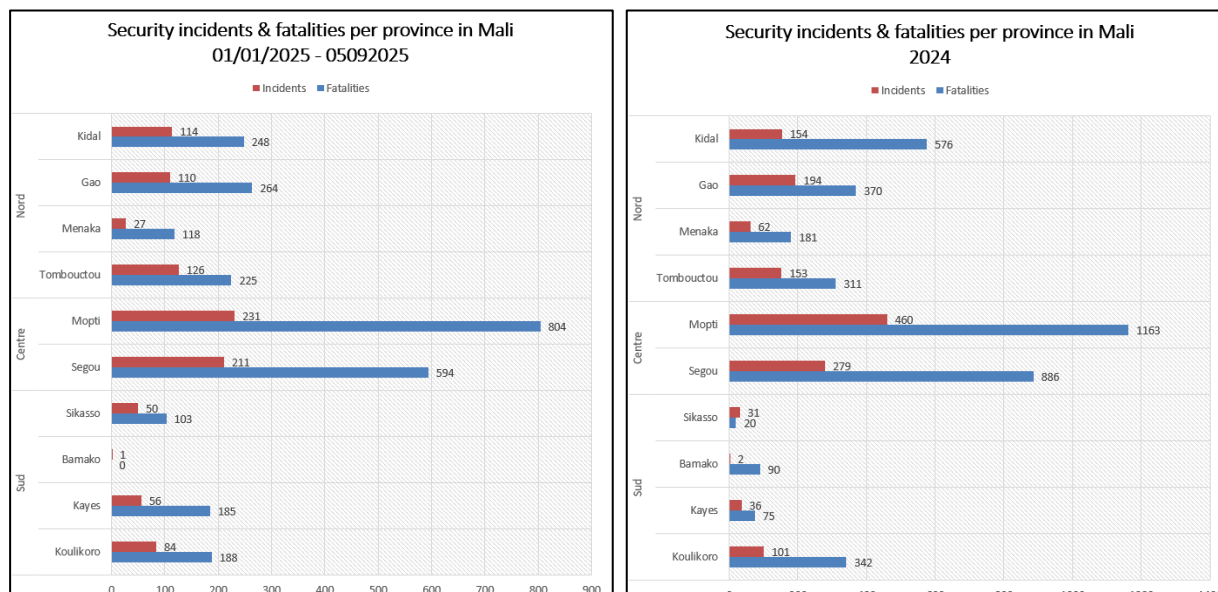
Les tableaux ci-dessous présentent le nombre d'incidents et de victimes par région au Mali, en 2024 et au cours des neuf premiers mois de 2025 :

¹⁰⁸ Journal officiel de la République du Mali Secrétariat général du Gouvernement, 13/03/2023, [url](#)

¹⁰⁹ Studio Tamani, 24/09/2024, [url](#) ; Journal du Mali, 02/03/2023, [url](#) ; ASSN, s.d., [url](#)

¹¹⁰ CESA, 29/09/2025, [url](#) ; ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 06/09/2025, [url](#)

¹¹¹ UNHCR - Global Protection Cluster, 06/2025, [url](#)



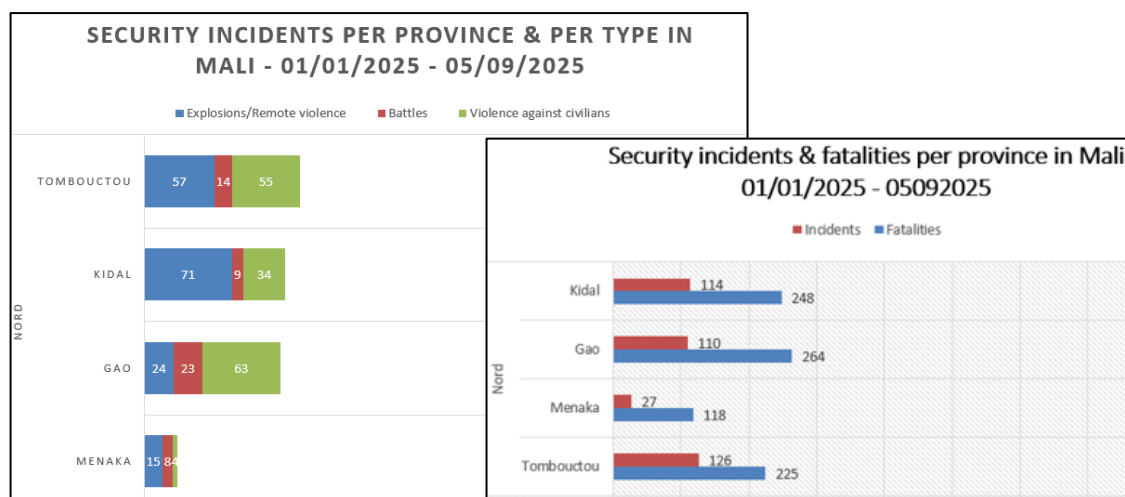
Incidents et décès enregistrés au Mali en du 01/01 au 05/09/2025 et durant toute l'année 2024¹¹²

6.1. Nord

Les régions de Kidal, Gao, Tombouctou et Ménaka se trouvent au nord du Mali.

Suite aux violences dans les régions du Nord, 855 personnes ont été tuées durant les neuf premiers mois de 2025 tandis que sur l'ensemble de l'année 2024, le nombre de décès enregistré dans la même région s'élevait à 1.438 au total, selon l'ACLED¹¹³.

Les incidents repartis par province montrent un niveau quasi égal des violences entre trois régions du Nord : Tombouctou, Kidal et Gao.



Graphique 8, réalisé par le Cedoca sur base des données de l'ACLED¹¹⁴

¹¹² ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 06/09/2025, [url](#)

¹¹³ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 06/09/2025, [url](#)

¹¹⁴ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 06/09/2025, [url](#)

Dans le nord du Mali, l'insécurité s'est aggravée après le départ de la MINUSMA, fin 2023, et la reprise des hostilités entre les forces de l'Etat et les ex-rebelles touareg suite à la fin de l'Accord d'Alger, début 2024. De violents affrontements ont éclaté à plusieurs reprises entre les deux parties. Les opérations de contre-insurrection se sont poursuivies, notamment sous l'égide de la force conjointe sahélienne, l'AES, qui réunit le Burkina Faso, le Mali et le Niger. Les FAMA soutenues par les paramilitaires russes et par l'AES ont mené des offensives contre les groupes djihadistes ainsi que contre la coalition séparatiste du FLA. En réponse, les groupes djihadistes ont également intensifié leurs attaques meurtrières contre les forces armées.¹¹⁵

À la mi-juin 2025, des attaques ont opposé dans le nord du Mali l'armée appuyée par les mercenaires russes et les indépendantistes du FLA. Si l'armée a affirmé avoir tué des « combattants ennemis » et estimé que la situation est « sous contrôle », sans admettre de pertes, les rebelles, eux, ont signalé plusieurs dizaines de morts « côté ennemi », dont des mercenaires de l'Africa Corps¹¹⁶. Un mois plus tard, des combats intenses ont eu lieu entre Kidal et Anefis, opposant une patrouille des FAMA et ses alliés russes à un groupe du FLA¹¹⁷.

En réponse aux attaques initiées par les FAMA, les groupes djihadistes ont également intensifié leurs attaques meurtrières contre les forces armées. Le 4 juin 2025, l'EIGS a attaqué le camp militaire de Tessit (région de Gao), causant 94 morts, dont plus de 40 soldats. Le 14 juillet, le GSIM, en coopération avec le FLA, a revendiqué une attaque coordonnée contre un convoi conjoint des FAMA et de l'Africa Corps dans la zone d'Aklit (région de Kidal). Quelques jours plus tard, le 21 juillet, les FAMA et l'Africa Corps ont arrêté Souleymane Ag Bakawa, un cadre de l'État islamique dans la province du Sahel, dans la zone de Tinfadimata (région de Ménaka)¹¹⁸.

Selon le Monitoring de Protection du HCR, durant le deuxième trimestre de 2025,

« les régions de Tombouctou et Taoudénit ont continué de faire face à une crise sécuritaire et de protection particulièrement préoccupante. Après une augmentation des violations de droits humains rapportées en mai (4 808 violations), les chiffres ont légèrement diminué en juin (2 039). Malgré cette baisse apparente on note des violences plus ciblées, et aux impacts profonds sur la cohésion sociale, l'accès humanitaire et la résilience communautaire »¹¹⁹.

6.2. Centre

Les régions de Mopti et de Ségou se trouvent au centre du Mali.

Le Centre reste la zone la plus meurtrière du Mali, concentrant une grande part des attaques contre les civils et des affrontements armés du pays. D'après les données recueillies, les régions de Mopti et de Ségou figurent parmi les principaux foyers de violences visant la population civile.

Durant les neuf premiers mois de 2025, l'ACLED a enregistré près de 1.400 morts dans les 442 événements violents répertoriés dans les régions de Mopti et Ségou. Durant toute l'année 2024, la même source a enregistré 2.049 décès dans 739 incidents dans les mêmes régions¹²⁰.

¹¹⁵ ICG, 30/09/2025, [url](#) ;

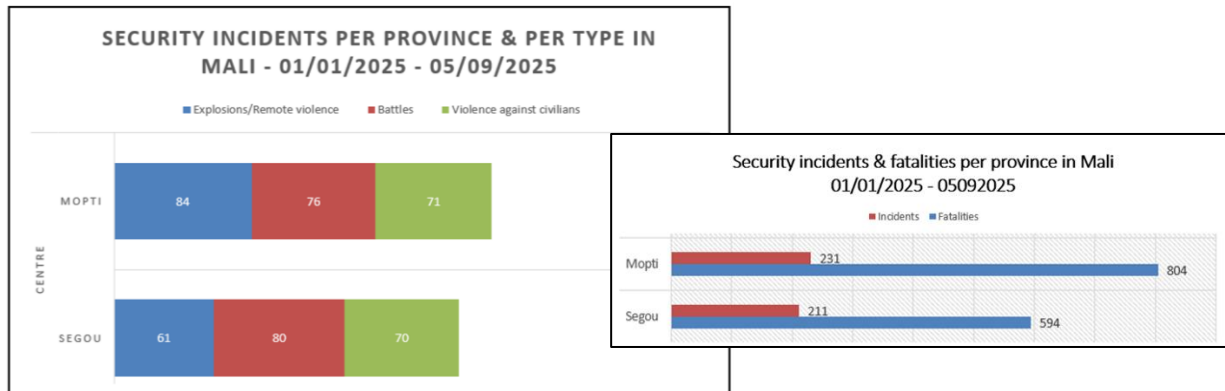
¹¹⁶ [lesoir.be](#), 13/06/2025, [url](#) ; Jeune Afrique, 14/06/2025, [url](#) ;

¹¹⁷ [allAfrica](#), 15/07/2025, [url](#) ;

¹¹⁸ ICG, 30/09/2025, [url](#) ;

¹¹⁹ UNHCR - Global Protection Cluster via ReliefWeb, 2025, [url](#)

¹²⁰ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 06/09/2025, [url](#)



Graphique 9, réalisé par le Cedoca sur base des données de l'ACLED¹²¹

Dans le centre du Mali, le FLM, composante principale du GSIM, demeure un acteur clé de l'insurrection. Sur la période récente, le nombre de décès attribués à des groupes islamistes armés y a progressé de 165 % (de 1.038 à 2.756) entre 2021 et 2024. Le FLM recrute principalement au sein de segments de la population peule et cherche à étendre son emprise sur les zones rurales. Les modes opératoires observés incluent des embuscades, l'emploi d'EEI sur les axes routiers, ainsi que des attaques et des blocus de localités perçues comme hostiles. Des incidents récurrents rapportent des vols de bétail, l'incendie de villages et la destruction d'ouvrages (notamment de ponts), avec pour effets l'appauvrissement des ménages affectés et de nouveaux déplacements de population. Dans ce contexte, le FLM consolide, par la contrainte, un contrôle accru sur certaines portions du territoire, sur des itinéraires de circulation et, par ricochet, sur une partie de l'activité économique locale¹²².

Durant les neuf premiers mois de 2025, le centre du Mali a connu une intensification des violences, selon le CrisisWatch d'ICG qui, à travers son monitoring, affiche une situation « détériorée » au niveau sécuritaire entre avril et septembre 2025 et une situation « inchangée » de janvier à mars 2025. Selon cette source, on constate dans ces régions un niveau de menace élevé et soutenu, avec une alternance d'actions offensives du GSIM, de ripostes des FAMA et de pressions sur les communautés locales¹²³. Le 23 mai 2025, des combattants du GSIM ont pris d'assaut le camp militaire de Dioura (Mopti) faisant 41 morts parmi les soldats maliens qui ont essayé de défendre leur base¹²⁴.

Le 19 août 2025, les djihadistes affiliés au GSIM ont mené des attaques simultanées contre le camp et un poste des FAMA à Farabougou (région de Ségou). Le GSIM affirme, depuis lors, avoir tué 21 soldats et pris plusieurs en otage, et exercer un contrôle en imposant leur loi sur cette localité considérée comme stratégique. À la suite des affrontements, une part importante des habitants a quitté la zone. Selon les sources consultées par Jeune Afrique,

« en s'emparant de Farabougou, les combattants du JNIM ont décidé de faire du village un modèle de leur charia. Selon plusieurs sources locales, ils exigent désormais des résidents de retour qu'ils signent un accord reconnaissant la légitimité du groupe armé à diriger la commune selon leurs règles : paiement d'un impôt religieux, la zakat, interdiction de la consommation d'alcool et de cigarettes, interdiction d'écouter ou de jouer de la musique et, pour les femmes, de circuler sans voile ou sans accompagnement d'un tuteur masculin »¹²⁵.

¹²¹ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 06/09/2025, [url](#)

¹²² CESA, 22/04/2025, [url](#)

¹²³ ICG, 30/09/2025, [url](#)

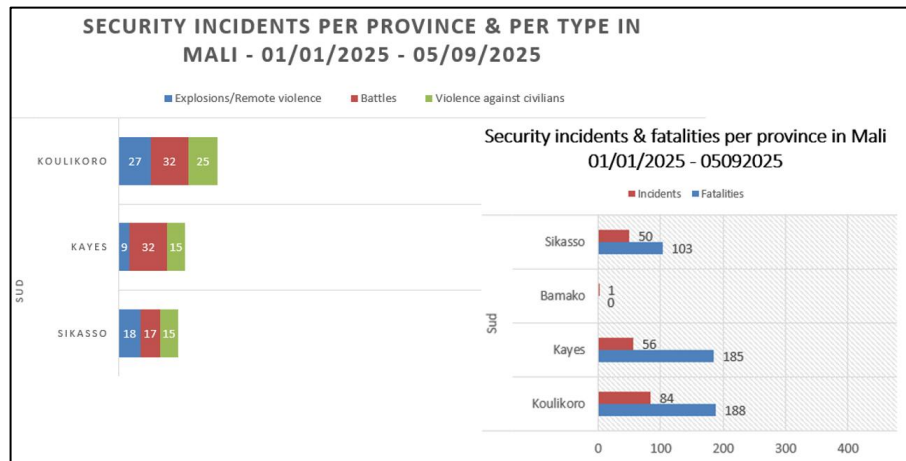
¹²⁴ africanews.fr, 26/05/2025, [url](#) ;

¹²⁵ Jeune Afrique, 29/08/2025, [url](#) ; DW, 29/08/2025, [url](#)

6.3. Sud et Ouest

Les régions de Koulikoro, Sikasso et Kayes se situent dans la partie sud et ouest du pays.

Parmi les régions du sud et ouest du Mali, du 1^{er} janvier au 5 septembre 2025, Koulikoro et Kayes enregistrent le plus grand nombre de décès liés aux incidents sécuritaires, avec 188 morts pour 84 incidents à Koulikoro et respectivement 185 décès pour 56 incidents à Kayes. Durant cette même période, l'ACLED a recensé 103 décès dans 50 événements à Sikasso, et un seul incident sans victimes à Bamako¹²⁶.



Graphique 10, réalisé par le Cedoca sur base des données de l'ACLED¹²⁷

Les sources consultées s'accordent pour dire que dans le sud du Mali, la situation sécuritaire s'est nettement dégradée en 2025, marquée par l'extension des violences djihadistes dans des zones jusque-là relativement épargnées. L'expansion des djihadistes du FLM dans cette région est considérée comme « alarmante » par les analystes car plus de 60 % des Maliens y habitent et cette région est également le pilier économique du pays. Selon le CESA, en 2024, cette région a connu la plus importante augmentation de l'activité terroriste de toute la région sahélienne, avec un bond de 87 %¹²⁸.

Le 1^{er} juillet 2025, le FLM a conduit sept attaques simultanées sur un large périmètre de l'ouest malien, en zone frontalière avec le Sénégal et la Mauritanie, montrant une évolution des modes d'action et une extension géographique de la coalition GSIM¹²⁹. En août 2025, le GSIM a annoncé un ultimatum en trois points : blocus de Kayes et Nioro du Sahel avec interdiction de sortie pour les résidents ; interdiction d'importation de carburant depuis le Sénégal, la Guinée, la Côte d'Ivoire et la Mauritanie ; menaces d'attaques visant l'opérateur Diarra Transport (et ses filiales) en cas de circulation sur les routes maliennes¹³⁰.

Hassane Koné, chercheur principal, au bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel de l'ISS explique la tactique de blocus des groupes extrémistes opérant au Mali :

« Pour établir un blocus, les terroristes prennent le contrôle des routes principales menant à la localité ciblée et mettent en place des barrages pour empêcher toute entrée et sortie. Ils interdisent aux habitants de cultiver leurs champs pendant la saison des pluies et de s'approvisionner auprès

¹²⁶ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 06/09/2025, [url](#)

¹²⁷ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 06/09/2025, [url](#)

¹²⁸ CESA, 22/04/2025, [url](#) ; CESA, 29/09/2025, [url](#)

¹²⁹ CESA, 29/09/2025, [url](#) ; Le Monde, 01/07/2025, [url](#) ;

¹³⁰ ISS Africa, 22/07/2025, [url](#) ; CESA, 29/09/2025, [url](#) ;

d'autres localités. Les hausses de prix qui en résultent rendent les conditions de vie insoutenables, obligeant les populations à fuir ou à négocier leur cohabitation avec les djihadistes »¹³¹.

Depuis début septembre, le GSIM mène « un jihad économique » au Mali¹³², en attaquant systématiquement les camions-citernes de carburant sur les axes routiers reliant Bamako aux pays voisins, notamment au Sénégal et à la Côte d'Ivoire. Malgré la présence d'escortes militaires, ces embuscades répétées ont entraîné la destruction de nombreux convois et causé des victimes parmi les chauffeurs et les soldats, le GSIM cherchant ainsi à « asphyxier » la capitale malienne en coupant ses approvisionnements logistiques stratégiques¹³³.

Environ 95 % du carburant consommé au Mali transite par les corridors Sénégal et Côte d'Ivoire et les effets se font sentir vite, car la pénurie de carburant s'étend et touche en septembre 2025 une grande partie du pays, aggravant les coupures d'électricité récurrentes observées depuis plusieurs années. Selon un responsable d'Énergie du Mali cité par l'AFP, la distribution d'électricité, auparavant d'environ 19 heures par jour, a été réduite par endroits à six heures afin de prioriser l'alimentation des stations-service. Dans plusieurs villes de l'intérieur du pays, l'alimentation est interrompue faute de carburant pour les groupes électrogènes, et à Bamako, le courant n'est fourni qu'environ six heures par jour. À San, ville au sud-ouest du Mali, les habitants signalent une absence totale d'électricité¹³⁴. Enseignant-Chercheur à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, le Dr Mamadou Bodian précise pour la BBC : « L'accent n'est plus seulement mis sur la confrontation militaire, comme ce fut le cas jusqu'à une date récente, mais sur l'asphyxie économique et surtout une sorte de démonstration du contrôle territorial »¹³⁵.

Parallèlement, des intérêts étrangers ont été visés : en juillet, sept sites d'extraction (or, lithium, ciment) exploités par des opérateurs étrangers ont fait l'objet d'attaques, au cours desquelles onze ressortissants chinois et trois Indiens ont été enlevés¹³⁶. Directeur du cercle de réflexion Timbuktu Institute, Bakary Sambe, explique pour Le Monde : « Ce ne sont pas des griefs contre les Chinois, mais plutôt la logique du groupe de porter un coup à l'économie malienne »¹³⁷.

La série d'enlèvements a continué le 23 septembre, quand trois étrangers (deux Émiratis et un Iranien) ont été enlevés sur un aéroport à environ 40 km au sud de Bamako, confirmant la stratégie d'« encerclement » de la capitale par ces groupes armés¹³⁸.

D'après une analyse du CESA, le niveau de violence deux fois plus élevé au cours de l'année précédente dans le sud et l'ouest du Mali témoigne d'une extension continue de l'emprise du FLM dans ces régions. Le groupe terroriste serait désormais en mesure de frapper avec une relative aisance sur l'ensemble du sud du pays, ce qui n'était pas le cas deux ans plus tôt¹³⁹.

¹³¹ ISS Africa, 06/10/2025, [url](#) ;

¹³² Timbuktu Institute, 11/09/2025, [url](#) ; RFI, 12/09/2025, [url](#) ;

¹³³ Le Monde, 09/10/2025, [url](#) ; Reuters, 08/09/2025, [url](#) ; BBC, 17/09/2025, [url](#) ;

¹³⁴ Le Monde, 09/10/2025, [url](#) ; BBC, 17/09/2025, [url](#) ;

¹³⁵ BBC, 11/09/2025, [url](#) ;

¹³⁶ CESA, 29/09/2025, [url](#) ; Le Monde, 19/09/2025, [url](#)

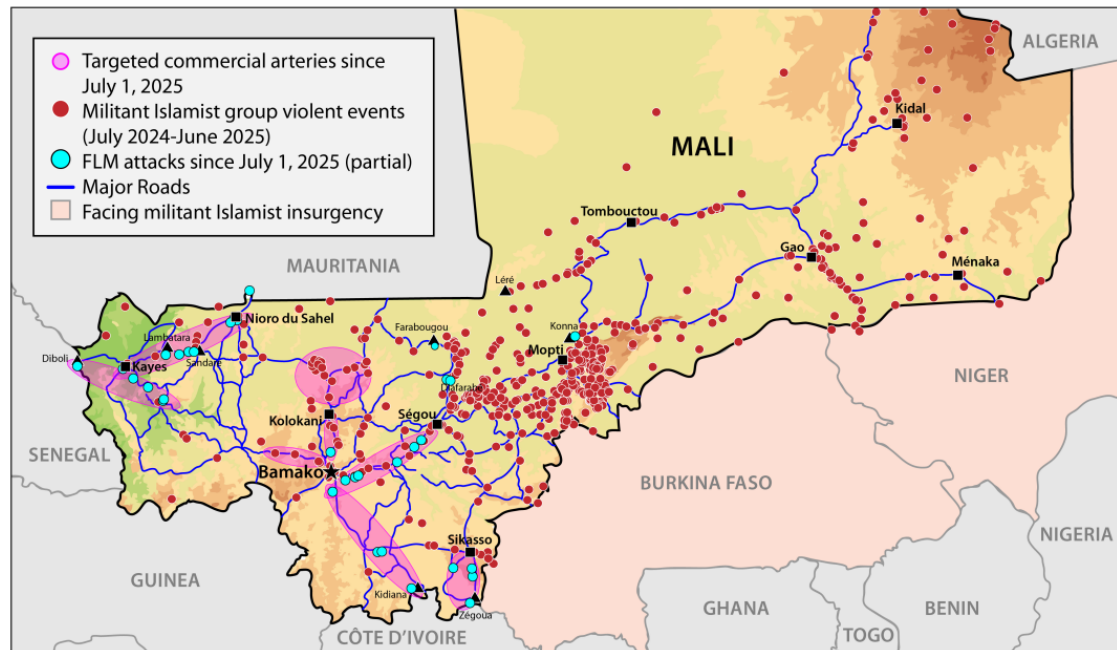
¹³⁷ Le Monde, 19/09/2025, [url](#) ;

¹³⁸ Jeune Afrique, 25/09/2025, [url](#) ;

¹³⁹ CESA, 29/09/2025, [url](#) ;



JNIM ATTACKS TARGET BAMAKO'S ECONOMIC LIFELINES



Data sources: Adapted from Armed Conflict Location Event Database and Africa Center for Strategic Studies

Attaques des groupes radicaux entre juillet 2024 et juillet 2025 au Mali¹⁴⁰

6.4. Bamako

Du 1^{er} janvier au 9 septembre 2025, l'ACLED a enregistré dans la capitale malienne un seul évènement violent, sans qu'il ait eu de victimes. La dernière attaque signalée à Bamako remonte à septembre 2024, lorsque des assaillants affiliés au GSIM ont lancé une opération coordonnée contre une école de gendarmerie et une base militaire dans la capitale malienne. Selon les bilans, l'attaque a entraîné la mort d'environ 77 personnes et fait plusieurs centaines de blessés. En 2022, une autre attaque de ce type a visé la ville-garnison de Kati, siège de la junte et du président au pouvoir, située dans la proche banlieue de Bamako, à environ dix kilomètres de la capitale¹⁴¹.

D'après les données du Mali-Mètre, sondage annuel conduit par la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES)¹⁴², 53,8 % des personnes interrogées estimaient en janvier 2025 que la situation générale dans la région de Bamako s'était améliorée, tandis que 26,7 % la jugeaient inchangée et 19,2 % en dégradation. Pour ce qui concerne la sécurité, les résultats indiquent qu'au dernier trimestre de 2024 le niveau d'insécurité avait diminué dans l'ensemble des régions du pays. Concernant la capitale, 64,6 % des habitants de Bamako estimaient que la situation sécuritaire s'était améliorée à la fin de l'année 2024¹⁴³.

¹⁴⁰ CESA, 29/09/2025, [url](#) ;

¹⁴¹ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 06/09/2025, [url](#) ; CESA, 01/10/2024, [url](#) ; ICG, 24/09/2024, [url](#)

¹⁴² La Friedrich-Ebert-Stiftung est l'une des plus anciennes fondations politiques d'Allemagne, affiliée au parti social-démocrate. Présente au Mali depuis 1970, elle y est la seule fondation politique allemande représentée de façon continue par un bureau permanent : FES, s.d., [url](#) ;

¹⁴³ FES, 05/2025, [url](#) ;

Selon les sources consultées, l'actualité à Bamako est marquée par la pénurie de carburant et par des coupures récurrentes d'électricité. Les minibus de transport local collectif, connus sous le nom de « sotrama », circulent en nombre réduit, ce qui entraîne une surcharge des véhicules et de longues heures d'attente pour les usagers.¹⁴⁴.

Les motos constituent le principal moyen de transport des habitants de Bamako. Début octobre 2025, la pénurie aiguë d'essence a provoqué de longues files d'attente dans les rares stations encore approvisionnées, où de nombreux usagers, notamment des motocyclistes, peinent à se ravitailler malgré des heures d'attente. Depuis le début de la pénurie de carburant, certaines entreprises privées ont adopté le télétravail afin de maintenir leurs activités, tandis que d'autres structures, sans mettre de mesures spécifiques en place, se montrent flexibles envers leurs employés. Par exemple, la direction nationale de la Fonction publique indique faire preuve d'indulgence, précisant qu'en cas d'impossibilité de se rendre au bureau faute de carburant, un simple appel suffit pour en informer la hiérarchie¹⁴⁵.

Un employé d'une ONG malienne, interrogé par le Cedoca en novembre 2025, indique que la capitale fonctionne « au ralenti » en raison de la pénurie de carburant qui a, selon lui, un impact majeur sur l'économie locale. Selon cette source, même les sociétés disposant de groupes électrogènes sont contraintes de réduire leurs activités, faute d'approvisionnement suffisant. En ce qui concerne la vie quotidienne, la source signale une hausse des prix des denrées sur les marchés. Par ailleurs, si les services de santé publics sont maintenus, les cliniques privées dépourvues de panneaux solaires subissent les coupures d'électricité. Elle précise également que les écoles ont rouvert après une interruption de deux semaines décidée par les autorités en lien avec la pénurie. La source ajoute que le prix de l'essence a fortement augmenté sur le marché noir et que les stations-service ne sont ravitaillées que par petites quantités, entraînant de longues files d'attente de motos, voitures et camions à chaque arrivée de carburant¹⁴⁶.

Fin octobre 2025, les États-Unis et le Royaume-Uni ont annoncé l'évacuation de leur personnel « non essentiel » et des familles de diplomates, invoquant des « risques sécuritaires ». Pour sa part, la France a recommandé à ses ressortissants de quitter temporairement le Mali « dès que possible », en utilisant les vols commerciaux encore disponibles.¹⁴⁷.

Des informations complémentaires sur le profil urbain de la capitale ainsi que sur les défis sécuritaires liés à la criminalité et aux différentes formes de trafics figurent dans le COI Focus [Mali. Situation à Bamako](#) du 19 avril 2024.

7. Déplacements de population

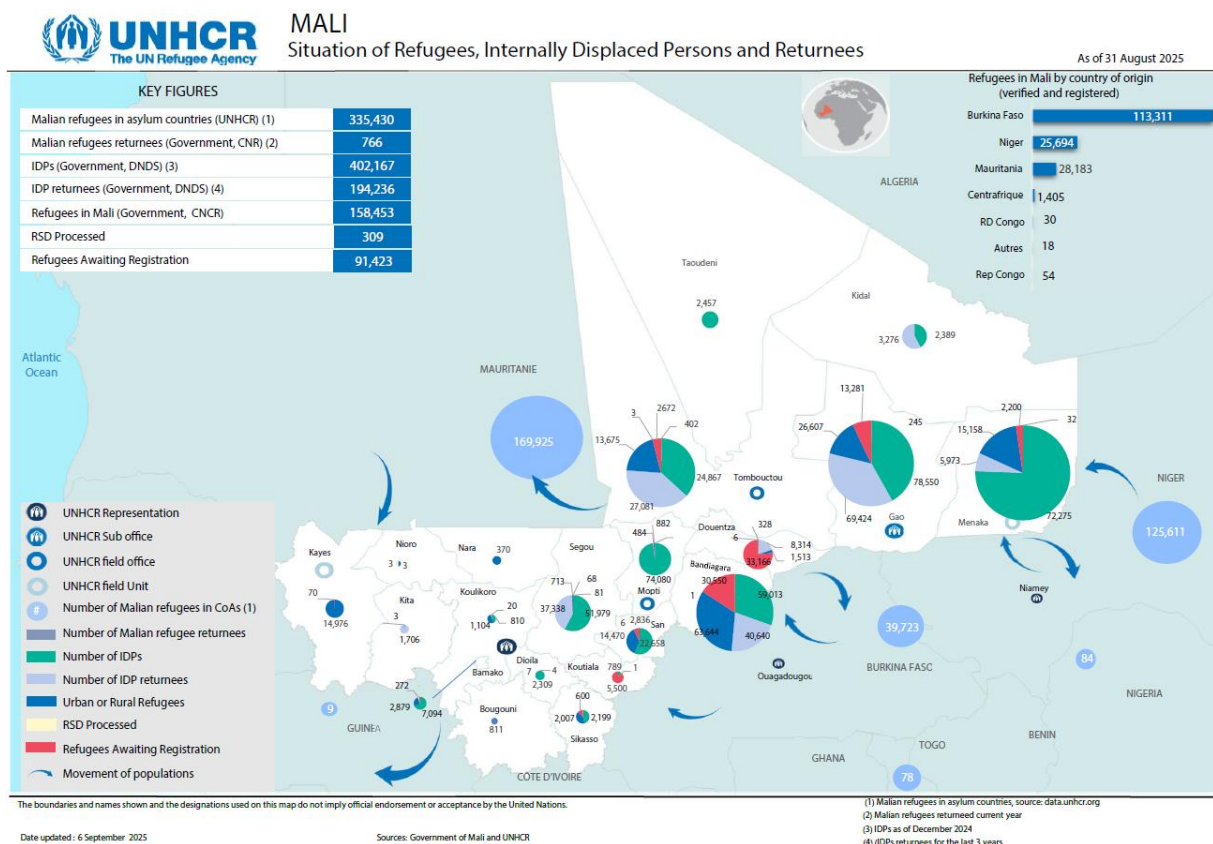
Le Mali connaît une situation de déplacements mixtes à cause de la violence armée et des attaques à répétition contre les populations civiles qui exposent les communautés à de nombreux risques de protection et constituent la cause principale des mouvements forcés de populations.

¹⁴⁴ Studio Tamani, 22/10/2025, [url](#) ; Employé d'une ONG malienne basée à Bamako, entretien téléphonique, 14/11/2025

¹⁴⁵ Studio Tamani, 16/10/2025, [url](#) ; Studio Tamani, 07/10/2025, [url](#) ; Employé d'une ONG malienne basée à Bamako, entretien téléphonique, 14/11/2025

¹⁴⁶ Employé d'une ONG malienne basée à Bamako, entretien téléphonique, 14/11/2025

¹⁴⁷ Le Monde, 31/10/2025, [url](#) ; Le Monde, 07/11/2025, [url](#)



Répartition des réfugiés, PDI et retournés au Mali¹⁴⁸

En décembre 2024, le Mali comptait 402.167 personnes déplacées internes (PDI) et 766 rapatriés¹⁴⁹. 58 % des déplacés sont des femmes et 42 % d'hommes. Durant le deuxième trimestre de 2025, les déplacements forcés ont augmenté de 286 % par rapport au premier trimestre, d'après le système de monitoring de protection du HCR¹⁵⁰.

Les mouvements mixtes transfrontaliers sont également en hausse, selon les chiffres du HCR qui a recensé 7.729 personnes au deuxième trimestre 2025 (+61 % par rapport au 1^{er} trimestre 2025), dont 71 % sont dépourvus de documents d'identité¹⁵¹.

Concernant le retour de Maliens déplacés, les chiffres du HCR estiment leur nombre à 194.236 durant les trois dernières années¹⁵².

¹⁴⁸ UNHCR via ReliefWeb, 06/09/2025, [url](#) ;

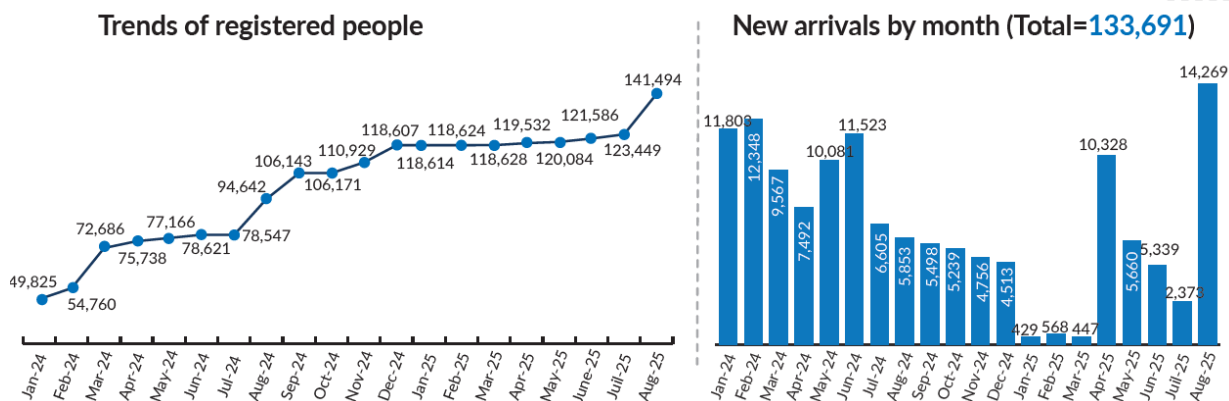
¹⁴⁹ « Une Personne Déplacée Interne (PDI) est une personne ayant été forcée ou obligée de fuir ou de quitter son habitation ou lieu habituel de résidence, en particulier après, ou afin d'éviter les effets des conflits armés, des situations de violence généralisée, des violations des droits de l'homme et/ou des catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme, et qui n'ont pas traversé une frontière d'État internationalement reconnue » : Convention de l'Union africaine sur la protection et l'assistance aux personnes déplacées en Afrique (Convention de Kampala) 23/10/2009 [url](#)

¹⁵⁰ UNHCR - Global Protection Cluster via ReliefWeb, 01/10/2025, [url](#) ;

¹⁵¹ UNHCR - Global Protection Cluster via ReliefWeb, 01/10/2025, [url](#) ;

¹⁵² UNHCR via ReliefWeb, 06/09/2025, [url](#) ;

Le Mali est également un pays d'accueil pour plus de 158.000 réfugiés venus majoritairement du Burkina Faso (113.311), du Niger (25.694) et de la Mauritanie (28.183)¹⁵³.



Enregistrement des réfugiés et nouveaux arrivés par mois au Mali¹⁵⁴

8. Impact de la violence sur la vie quotidienne

Les crises multidimensionnelles et le conflit armé ont aggravé les conditions fragiles dans lesquelles les Maliens vivent à l'intérieur du pays. Ces crises génèrent des besoins humanitaires massifs, marqués par des déplacements de population, une insécurité alimentaire chronique et des violations graves des droits humains. Début 2025, l'OCHA estimait le nombre de Maliens ayant besoin d'une aide humanitaire à 6,4 millions. Parallèlement, depuis janvier 2025, un contexte de forte baisse des financements suite à l'annonce du gel puis de la réduction d'appuis américains a sensiblement affecté la planification et la coordination de la protection au Mali. Les secteurs de violences basées sur le genre (VBG) et d'action antimines, ainsi que les activités de protection dans le Nord et le Centre (où les besoins sont les plus importants), figurent parmi les plus touchés par cette baisse soudaine des ressources¹⁵⁵.

Selon Famine Early Warning Systems Network (FEWS), un réseau d'alerte précoce contre la faim financé par l'USAID, en septembre 2025, la recrudescence d'incidents sécuritaires dans plusieurs régions ont perturbé les activités économiques et l'approvisionnement des marchés, notamment à Gao, Kidal, Ménaka, San ainsi que dans le nord de Ségou et de Koulikoro. Les pertes de biens/équipements et l'arrêt d'activités liés à l'insécurité réduisent la capacité des ménages à couvrir leurs besoins essentiels¹⁵⁶.

De fortes pluies ont causé des inondations avec des dégâts importants sur les infrastructures publiques, les habitats, les stocks de vivres, le bétail et les cultures, principalement à Dioïla, Koulikoro, Bamako, Ségou, Kayes et Sikasso. Au 16 septembre, la Commission de suivi recensait 20.296 sinistrés et 23 décès. Les ménages touchés, souvent relogés temporairement dans des écoles ou chez des voisins, se trouvaient en grande précarité, avec une capacité réduite à satisfaire leurs besoins alimentaires et à reconstituer leurs biens¹⁵⁷.

¹⁵³ UNHCR via ReliefWeb, 06/09/2025, [url](#) ;

¹⁵⁴ UNHCR via ReliefWeb, 06/09/2025, [url](#) ;

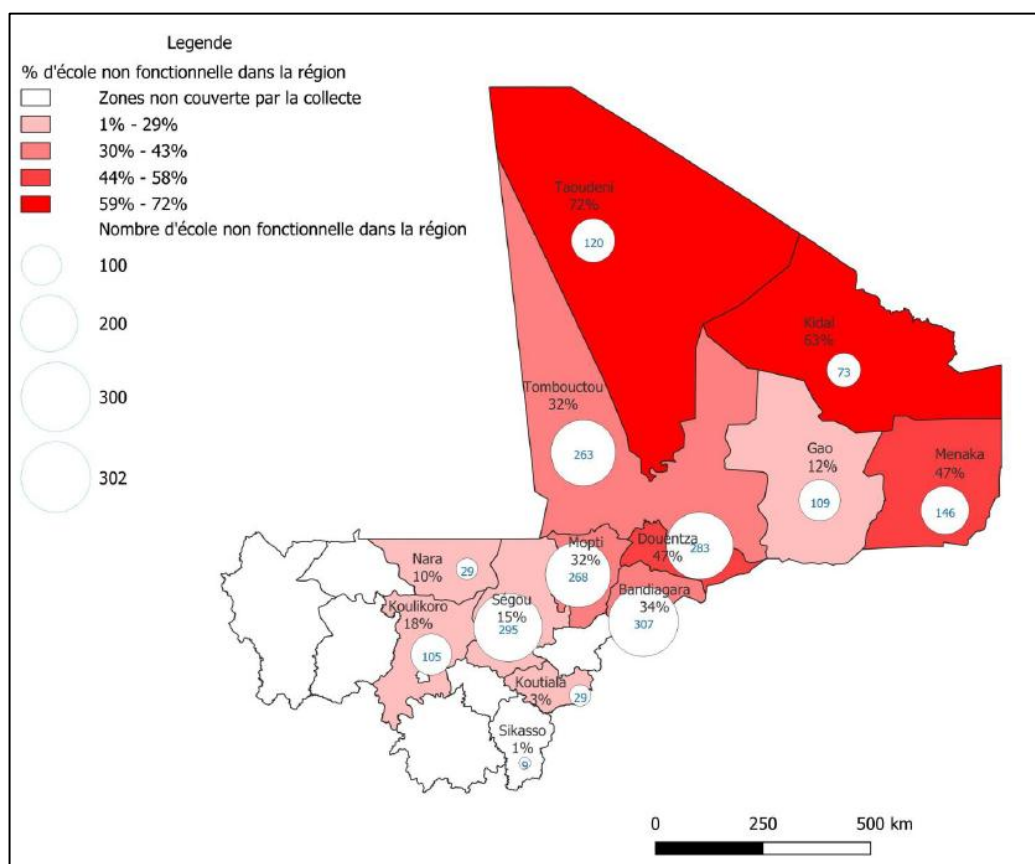
¹⁵⁵ UNHCR - Global Protection Cluster, 06/2025, [url](#) ;

¹⁵⁶ FEWS via ReliefWeb, 30/09/2025, [url](#) ;

¹⁵⁷ FEWS via ReliefWeb, 30/09/2025, [url](#) ; AA, 26/08/2025, [url](#) ; AA, 05/10/2025, [url](#) ;

Les restrictions et entraves à la liberté de circulation au Mali résultent d'un ensemble de facteurs : présence et activités de groupes armés (affrontements, sièges), braquages sur les axes de circulation, opérations militaires et conflits entre factions armées. S'y ajoutent la criminalité/banditisme, des tensions intra-/intercommunautaires, ainsi que l'absence de documents civils exposant à des arrestations arbitraires. Des mesures et des circonstances aggravantes (couvre-feux, restrictions d'accès à certaines localités, intempéries, expulsions forcées, déni d'accès aux ressources et menaces ou intimidations) accentuent les déplacements forcés et les situations de siège¹⁵⁸.

Selon les statistiques du Cluster Education du HCR Mali, 2.036 écoles étaient fermées en mai 2025 pour cause d'insécurité, un chiffre en hausse de 2,62 % par rapport à la même période de 2024. Il s'agit au total de 610.000 enfants qui ne pouvaient plus participer au cours en 2025, et de 12.216 enseignants¹⁵⁹.



Répartition des écoles non fonctionnelles à cause de l'insécurité en mai 2025 au Mali¹⁶⁰

Le système de santé malien est également mis sous pression à cause de l'insécurité. Environ 4 % des structures ne fonctionnent plus en raison de l'insécurité mais, selon la World Health Organization (WHO), la crise aggrave les enjeux de santé publique, notamment via des sources d'eau contaminées qui accroissent les risques de choléra et d'autres maladies, tandis que la pénurie de personnel et d'équipements médicaux réduit davantage la capacité de prestation des soins de base¹⁶¹.

¹⁵⁸ UNHCR - Global Protection Cluster, 06/2025, [url](#) ;

¹⁵⁹ Cluster education Mali via ReliefWeb, 01/07/2025, [url](#) ;

¹⁶⁰ Cluster education Mali via ReliefWeb, 01/07/2025, [url](#) ;

¹⁶¹ WHO via ReliefWeb, 24/04/2025, [url](#) ;

Selon l'OCHA, les opérations humanitaires sont fortement perturbées par les contraintes sécuritaires et la pénurie de carburant. Durant les six premiers mois de 2025, les régions du Nord et du Centre ont été les plus impactées, avec 79 % des 479 incidents d'accès recensés contre des acteurs humanitaires¹⁶². Des postes de contrôle irréguliers et les risques d'enlèvements signalés sur les axes Kayes–Nioro–Bamako entravent la chaîne d'approvisionnement et obligent les acteurs humanitaires à emprunter des itinéraires de contournement, rallongeant les trajets. Les difficultés d'accès au carburant affectent la mobilité terrestre, fluviale, et aérienne. Malgré une baisse apparente des incidents liés à l'accès humanitaire, le contexte demeure imprévisible, et la réduction des financements se répercute déjà sur les communautés bénéficiaires¹⁶³. Par ailleurs, les acteurs humanitaires payent également le tribut de l'insécurité grandissante. Entre janvier et juillet 2025, cinq humanitaires ont été enlevés/détenus contre leur gré et 42 incidents violents ont été recensés. L'événement le plus grave a causé la mort de deux agents alors qu'ils acheminaient des vivres à des ménages de déplacés internes¹⁶⁴.

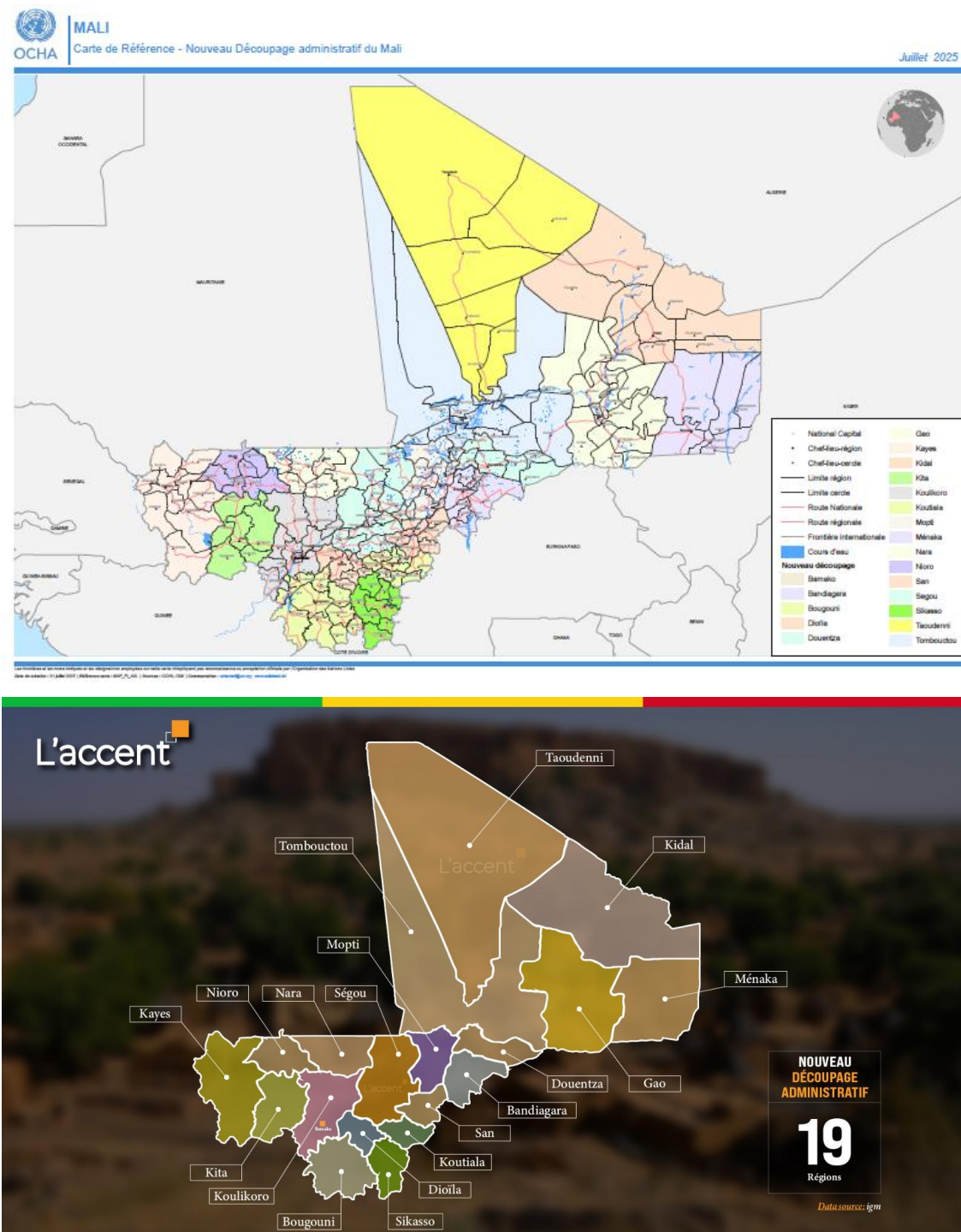
¹⁶² OCHA via ReliefWeb, 15/07/2025, [url](#) ;

¹⁶³ OCHA via ReliefWeb, 14/10/2025, [url](#) ;

¹⁶⁴ OCHA via ReliefWeb, 19/08/2025, [url](#) ;

Annexes

Cartes du nouveau découpage administratif ainsi que les sept arrondissements de Bamako¹⁶⁵



¹⁶⁵ UNOCHA, 17/09/2025, [url](#) ; L'Accent [X Post], 01/11/2023, [url](#) ; Journal officiel de la République du Mali Secrétariat général du Gouvernement, 13/03/2023, [url](#)

ANNEXE A LA LOI N°2023-005 DU 13 MARS 2023 PORTANT STATUT PARTICULIER DU DISTRICT DE BAMAKO
Premier Arrondissement :

Quartiers	Code
BOULKASSOUMBOUGOU	00010001
BANCONI	00010002
DJELIBOUGOU	00010003
DJOUMANZANA	00010004
FADJIGUILA	00010005
KOROFINA NORD	00010006
KOROFINA SUD	00010007
SOTUBA	00010008
SANGARÉBOUGOU	00010009
SARAMBOUGOU	00010010
SEYDOUBOUGOU	00010011
DIALAKORODJI	00010012
N'TEGUEDO-SAMASSÉBOUGOU	00010013
N'TEGUEDO-SIRAKORO	00010014
MORIBABOUGOU	00010015
DOGOBALA	00010016
SOULEYMANEBOUGOU	00010017
FOMBABOUGOU	00010018
N'GABACORO DROIT	00010019
TITIBOUGOU	00010020
SIKORONI	00010021

Deuxième Arrondissement :

Quartiers	Code
BAGADADJI	00020001
BAKARYBOUGOU	00020002
BOUGOUBA	00020003
BOZOLA	00020004
HIPPODROME	00020005
KONÉBOUGOU	00020006
MEDINA-COURA	00020007
MISSIRA	00020008
N'GOMI	00020009
NIARELA	00020010
QUINZAMBOUGOU	00020011
SANS-FILS	00020012
ZONE INDUSTRIELLE	00020013

Troisième Arrondissement :

Quartiers	Code
BADIALAN I	00030001
BADIALAN II	00030002
BADIALAN III	00030003
BAMAKO-COURA	00030004
BAMAKO-COURA BOLIBANA	00030005
CENTRE COMMERCIAL	00030006
DARSALAM	00030007
DRAVELA	00030008
DRAVELA BOLIBANA	00030009
KODABOUGOU	00030010
KOULOUBA	00030011
NIOMIRAMBOUGOU	00030012
N'TOMIKOROBOUGOU	00030013
OUOLOFOBOUGOU	00030014
OUOLOFOBOUGOU BOLIBANA	00030015
POINT G	00030016
SAME	00030017
SIRAKORO-DOUNFING	00030018
KOULOUNIKO	00030019
SOGONAFING	00030020
SANANKORO	00030021
DIAGONI	00030022

Quatrième Arrondissement :

Quartiers	Code
HAMDALLAYE	00040001
LAFIABOUGOU	00040002
LASSA	00040003
DJICORONI PARA	00040004
SÉBÉNINKORO	00040005
SIBIRIBOUGOU	00040006
KALABANBOUGOU	00040007
DOGODOUMAN	00040008
GRINGOUME	00040009
TALIKO	00040010
OUZINDOUGOU	00040011
MAMARIBOUGOU	00040012
KANADJIGUILA	00040013
KABALABOUGOU	00040014

Cinquième Arrondissement :

Quartiers	Code
BACODJICORONI	00050001
BADALABOUGOU	00050002
DAOUDABOUGOU	00050003
GARANTIGUIBOUGOU	00050004
KALABANCOURA	00050005
QUARTIER MALI	00050006
SABALIBOUGOU	00050007
SEMA	00050008
TOROKOROBOUGOU	00050009

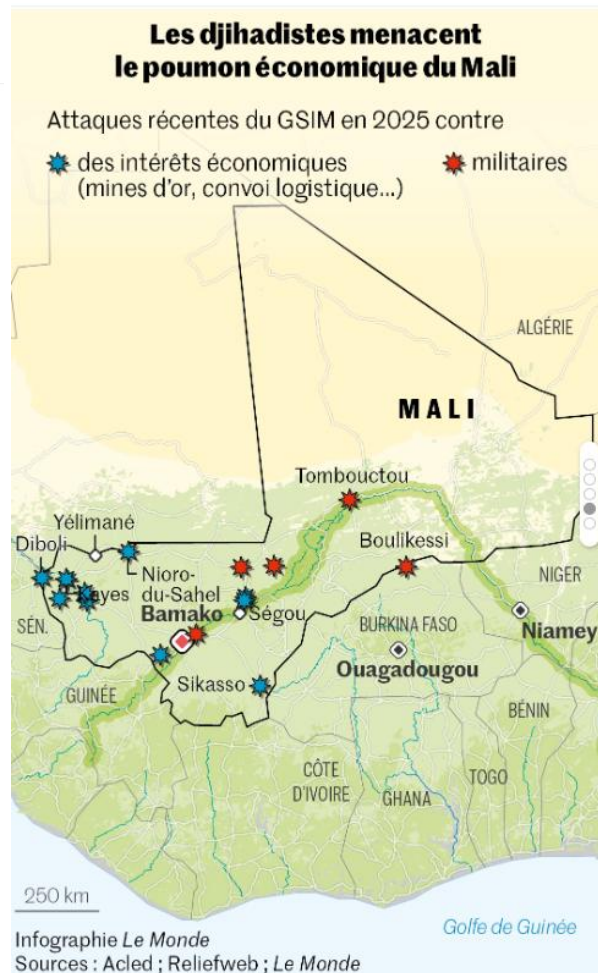
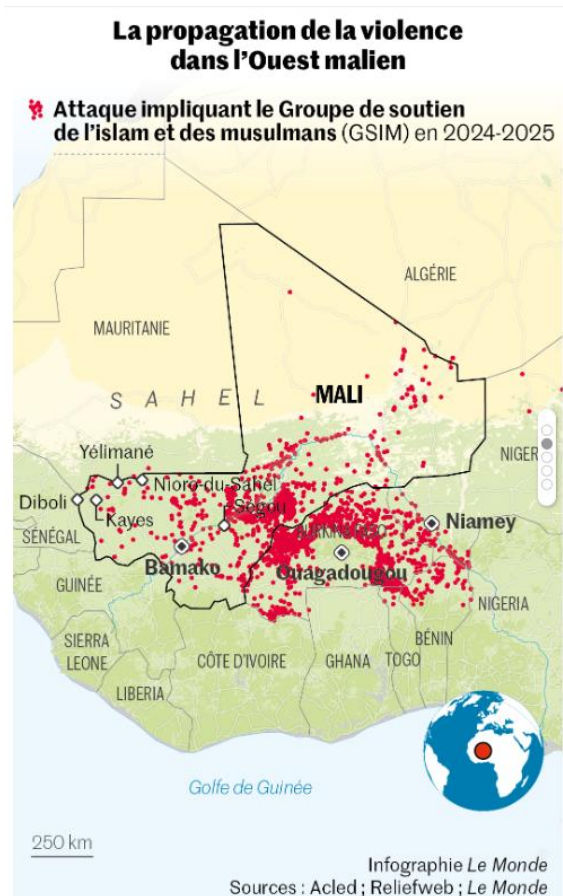
Sixième Arrondissement :

Quartiers	Code
BANANKABOUGOU	00060001
DIANÉGUELA	00060002
FALADIÉ	00060003
MAGNAMBOUGOU	00060004
NIAMAKORO	00060005
SÉNOU	00060006
SOGONINKO	00060007
SOKORODJI	00060008
YIRIMADIO	00060009
MISSABOUGOU	00060010
DIATOUA	00060011
NIAMANA	00060012
SIRAKORO-MÉGUÉTANA	00060013
N'TABACORO	00060014
DRAMANEBOUGOU-TELLEM	00060015
SABALIBOUGOU KOURANI	00060016

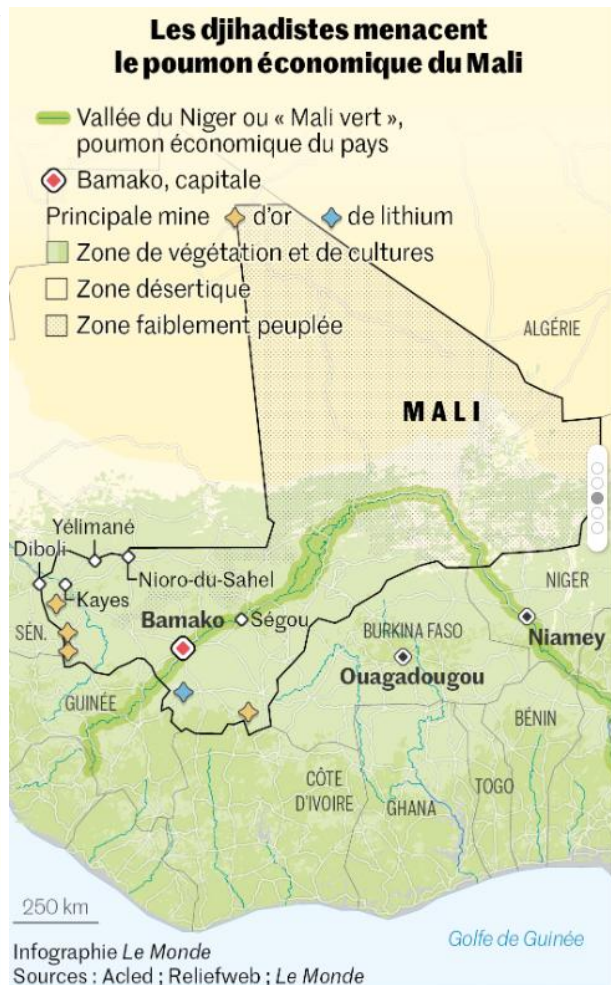
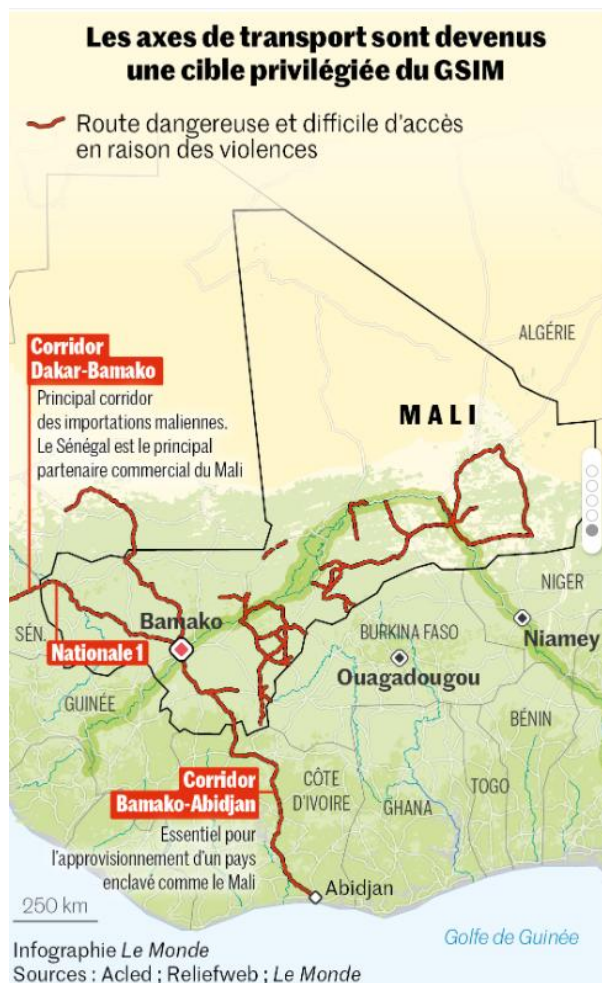
Septième Arrondissement :

Quartiers	Code
GOUANA	00070001
KABALA	00070002
KALABANCORO	00070003
KOURALÉ	00070004
MISSALA	00070005
MISSALABOUGOU	00070006
N'GOLOBOUGOU	00070007

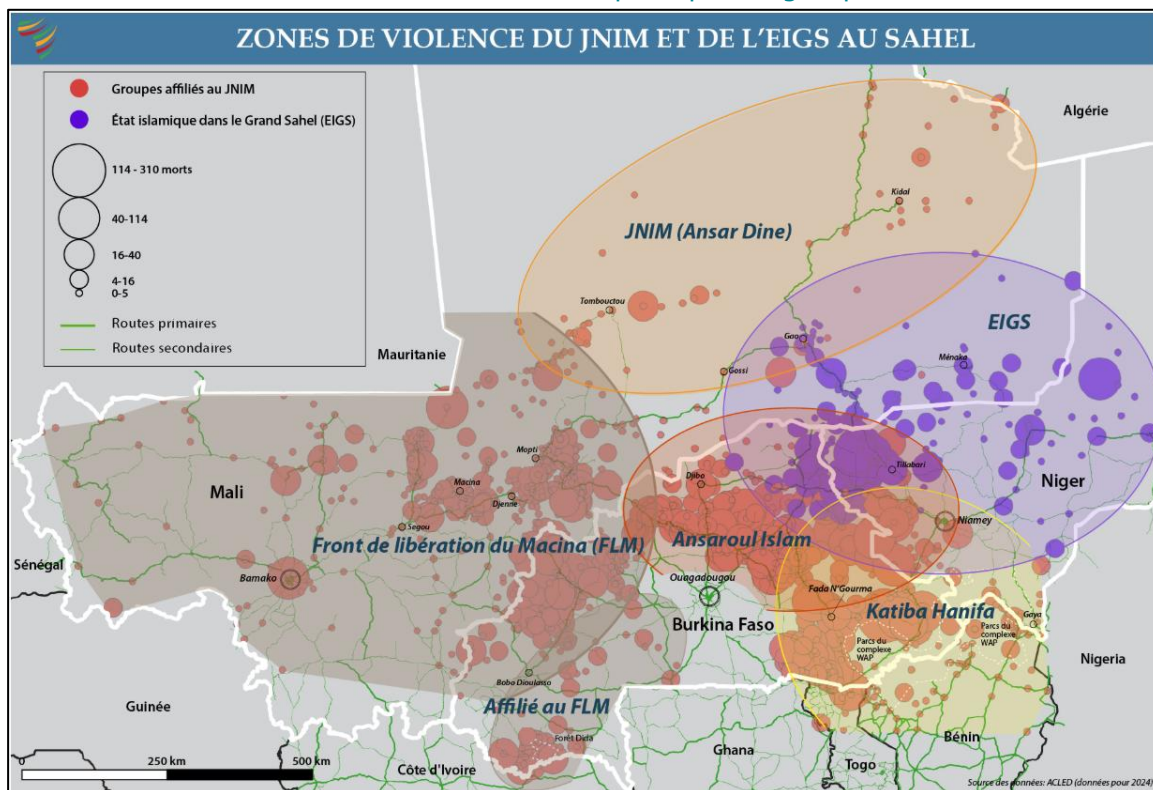
Infographies des violences perpétrées au Mali entre 2024 et 2025¹⁶⁶



¹⁶⁶ Le Monde, 16/09/2025, [url](#) ;



Zones de violence et d'influence des principaux groupes terroristes au Mali¹⁶⁷



Carte réalisée par le CESA sur la base de données de l'ACLED pour l'année 2024

¹⁶⁷ CESA, 08/08/2025, [url](#)

Bibliographie

Contacts directs

Employé d'une ONG malienne basée à Bamako, entretien téléphonique, 14/11/2025, identité et coordonnées non communiquées pour garantir la sécurité de cette source

Sources écrites et audiovisuelles

African Security Sector Network (ASSN), *acteurs_non_etatiques – groupes d'autodéfense - The Hybrid Security Governance Observatory (HSGO)*, 21/03/2025, https://africansecuritynetwork.org/HSGO4/index.php/acteurs_non_etatiques-groupes-dautodefense/ [consulté le 19/09/2025]

African Security Sector Network (ASSN), *principales régions et terroirs Mali - The Hybrid Security Governance Observatory (HSGO)*, s.d., <https://africansecuritynetwork.org/HSGO4/index.php/principales-regions-et-terroirs-mali/> [consulté le 12/10/2025]

Africanews, *Mali : au moins 41 soldats tués dans une attaque terroriste à Dioura*, 26/05/2025, <https://fr.africanews.com/2025/05/26/mali-au-moins-41-soldats-tues-dans-une-attaque-terroriste-a-dioura/> [consulté le 14/10/2025]

Al Jazeera (AJ), *First Russian 'adviser' confirmed killed in Mali blast, report*, 20/04/2022, <https://www.aljazeera.com/news/2022/4/20/first-russian-adviser-killed-in-mali-roadside-bomb-report> [consulté le 19/09/2025]

allAfrica, *Mali: Affrontement entre l'armée et les rebelles touaregs du FLA entre Kidal et Anefis*, 15/07/2025, <https://fr.allafrica.com/stories/202507150133.html> [consulté le 14/10/2025]

Amnesty International (AI), *Les autorités du Mali ne doivent pas dissoudre les partis politiques*, 30/04/2025, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2025/04/mali-dissolution-political-parties/> [consulté le 14/10/2025]

Amnesty International (AI), *Mali - Rapport annuel 2024 - Amnesty International Belgique*, 29/04/2025, <https://www.amnesty.be/infos/rapports-annuels/rapport-annuel/rapport-annuel-2024-afrique/article/mali-rapport-annuel-2024> [consulté le 14/10/2025]

Amnesty International (AI), *Mali : la situation des droits humains Amnesty International*, 28/04/2025, <https://www.amnesty.org/fr/location/africa/west-and-central-africa/mali/report-mali/> [consulté le 03/10/2025]

Anadolu Agency (AA), *Mali : le président de la Transition limoge le Premier ministre et les membres du Gouvernement*, 21/11/2024, <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/mali-le-président-de-la-transition-limoge-le-premier-ministre-et-les-membres-du-gouvernement-/3399466> [consulté le 14/10/2025]

Anadolu Agency (AA), *Mali : plus de 1284 personnes sinistrées par les inondations à Tiendobougou dans le sud-ouest du pays*, 26/08/2025, <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/mali-plus-de-1284-personnes-sinistrées-par-les-inondations-à-tiendobougou-dans-le-sud-ouest-du-pays/3669831> [consulté le 15/10/2025]

Anadolu Agency (AA), *Mali : plus de 20 500 personnes sinistrées par les inondations dans le pays*, 05/10/2025, <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/mali-plus-de-20-500-personnes-sinistrées-par-les-inondations-dans-le-pays/3707613> [consulté le 15/10/2025]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *About ACLED*, s.d., <https://acleddata.com/about-acled/> [consulté le 26/01/2024]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Africa Overview: September 2025*, 02/08/2019, <https://acleddata.com/update/africa-overview-september-2025> [consulté le 02/10/2025]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Aperçu de l'Afrique : juillet 2025*, 04/07/2025, <https://acleddata.com/update/africa-overview-july-2025> [consulté le 02/10/2025]

- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Codebook*, 06/2023, https://acleddata.com/acleddatanew/wp-content/uploads/dlm_uploads/2023/06/ACLED_Codebook_2023.pdf [consulté le 26/01/2024]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Coding Review Process, Version 2 (09.2020)*, 11/2021, https://acleddata.com/acleddatanew/wp-content/uploads/2021/11/ACLED_Coding-Review-Process_v2_September-2020.pdf [consulté le 26/01/2024]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Conflict Index*, 19/01/2023, <https://acleddata.com/series/acledd-conflict-index> [consulté le 03/10/2025]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Data région Afrique*, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 06/09/2025, <https://www.acleddata.com/data/> [consulté le 06/09/2025]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Explorer*, s.d., <https://acleddata.com/platform/explorer> [consulté le 03/10/2025]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Q&A: What does the Wagner Group's exit from Mali mean for Russian activity in Africa?*, 04/09/2025, <https://acleddata.com/qa/qa-what-does-wagner-groups-exit-mali-mean-russian-activity-africa> [consulté le 19/09/2025]
- BBC, *Alliance des Etats du Sahel (AES) : deux ans après, quel bilan retenir ?*, 19/09/2025, <https://www.bbc.com/afrique/articles/cwy8r6kr3ndo> [consulté le 14/10/2025]
- BBC, *Attaques du JNIM vers la frontière Mali - Sénégal : une tentative d'étouffer Bamako ?*, 11/09/2025, <https://www.bbc.com/afrique/articles/cr4q66p460go> [consulté le 14/10/2025]
- BBC, *Dissolution des partis politiques au Mali : l'opposition dénonce une répression des libertés*, 14/05/2025, <https://www.bbc.com/afrique/articles/c057pym5npno> [consulté le 14/10/2025]
- BBC, *Insécurité au Sahel : Pourquoi l'emprise des groupes armés dans le sud du Mali a des répercussions au-delà des frontières*, 17/09/2025, <https://www.bbc.com/afrique/articles/ced52zpxn4xo> [consulté le 14/10/2025]
- BBC, *Liberté d'expression au Sahel : les journalistes dans le trou noir de l'information - BBC News Afrique*, 20/04/2025, <https://www.bbc.com/afrique/articles/clv5n3xrqxdo> [consulté le 14/10/2025]
- BBC, *Que sait-on de la vague d'arrestation d'officiers au Mali ? - BBC News Afrique*, 11/08/2025, <https://www.bbc.com/afrique/articles/c7544evw1wgo> [consulté le 14/10/2025]
- BBC, *Qu'est-ce que l'Africa Corps et remplace-t-il le groupe Wagner ? - BBC News Afrique*, 12/06/2025, <https://www.bbc.com/afrique/articles/cdj9vn40gm7o> [consulté le 19/09/2025]
- BBC, *Wagner : ce qu'on sait sur le groupe mercenaire russe - BBC News Afrique*, 05/04/2022, <https://www.bbc.com/afrique/monde-60985072> [consulté le 19/09/2025]
- Bureau Régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre du Fonds des nations Unies pour la population (UNFPA)/WECARO, *Étude Monographique sur la Démographie, la Paix et la Sécurité au Sahel : Cas du Mali*, 17/11/2020, p. 37, https://wcaro.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/fr_-_etude_monographique_sur_la_demographie_la_paix_et_la_securite_au_sahel_-_cas_du_mali.pdf [consulté le 15/09/2025]
- Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA), *Au Mali, la catastrophe s'accélère sous le régime de la junte - Centre d'Études Stratégiques de l'Afrique*, 21/07/2023, <https://africacenter.org/fr/spotlight/au-mali-la-catastrophe-saccelere-sous-le-regime-de-la-junte/> [consulté le 19/09/2025]
- Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA), *En Afrique, plus de 150 000 morts imputables aux groupes islamistes militants en dix ans - Centre d'Études Stratégiques de l'Afrique*, 08/08/2025, <https://africacenter.org/fr/spotlight/fr-2025-mig-10-ans/> [consulté le 02/10/2025]
- Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA), *JNIM Attacks in Western Mali Reshape Sahel Conflict - Africa Center*, 29/09/2025, <https://africacenter.org/spotlight/jnim-attacks-western-mali-sahel/> [consulté le 12/10/2025]

Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA), *L'évolution du front de la violence des islamistes militants au Sahel*, 22/04/2025, <https://africacenter.org/fr/spotlight/violence-islamistes-militants-au-sahel/> [consulté le 03/10/2025]

Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA), *Le puzzle formé par le JNIM et les groupes islamistes militants au Sahel*, 22/01/2021, <https://africacenter.org/fr/publication/le-puzzle-forme-par-le-jnim-et-les-groupes-islamistes-militants-au-sahel/> [consulté le 22/09/2025]

Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA), *Les groupes islamistes militants avancent au Mali*, 01/10/2024, <https://africacenter.org/fr/spotlight/groupes-islamistes-militants-avancent-mali/> [consulté le 15/09/2025]

Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA), *Les groupes islamistes militants avancent au Mali – Centre d'Études Stratégiques de l'Afrique*, 01/10/2024, <https://africacenter.org/fr/spotlight/groupes-islamistes-militants-avancent-mali/> [consulté le 03/10/2025]

Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA), *Les groupes islamistes militants avancent au Mali – Centre d'Études Stratégiques de l'Afrique*, 01/10/2024, <https://africacenter.org/fr/spotlight/groupes-islamistes-militants-avancent-mali/> [consulté le 14/11/2025]

Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA), *Qui nous sommes*, s.d., <https://africacenter.org/fr/qui-nous-sommes/> [consulté le 15/09/2025]

Clingendael, *The roots of Mali's conflict Moving beyond the 2012 crisis*, 03/2015, https://www.clingendael.org/sites/default/files/pdfs/The_roots_of_Malis_conflict.pdf [consulté le 15/09/2025]

Commissariat Général aux Réfugiés et aux Apatrides (CGRA), *COI Focus Mali. Situation sécuritaire*, 07/02/2022, https://www.cgra.be/sites/default/files/rapporten/coi_focus_mali_situation_securitaire_20220207_1.pdf [consulté le 24/09/2025]

Commissariat Général aux Réfugiés et aux Apatrides (CGRA), *COI Focus Mali. Situation sécuritaire*, 14/12/2022, https://www.cgra.be/sites/default/files/rapporten/coi_focus_mali_situation_securitaire_20221214.pdf [consulté le 22/09/2025]

Commissariat Général aux Réfugiés et aux Apatrides (CGRA), *COI Focus Mali. Situation à Bamako*, 19/04/2024, https://www.cgra.be/sites/default/files/rapporten/coi_focus_mali_situation_a_bamako_20240419.pdf [consulté le 22/09/2025]

Counter Extremism Project, *Al-Qaeda in the Islamic Maghreb (AQIM)*, 26/06/2024, <https://www.counterextremism.com/threat/al-qaeda-islamic-maghreb-aqim> [consulté le 22/09/2025]

Courrier international, *Mali-France : regain de tensions après l'arrestation d'un Français à Bamako ?*, 18/08/2025, https://www.courrierinternational.com/article/geopolitique-mali-france-regain-de-tensions-apres-l-arrestation-d-un-francais-a-bamako_234083 [consulté le 14/10/2025]

Deutsche Welle (DW), *Au Mali, Farabougou serait aux mains des djihadistes du Jnim* – DW – 29/08/2025, 29/08/2025, <https://www.dw.com/fr/sort-incertain-jnim-farabougou/a-73815838> [consulté le 14/10/2025]

Deutsche Welle (DW), *L'Alliance des États du Sahel, le bilan après deux ans* – DW – 15/09/2025, 15/09/2025, <https://www.dw.com/fr/lalliance-des-etats-du-sahel-le-bilan-apres-deux-ans/a-73995577> [consulté le 14/10/2025]

Deutsche Welle (DW), *Mali : verdict attendu sur la dissolution des partis*, 24/09/2025, <https://www.dw.com/fr/parti-politiques-dissolution-mali/a-74126457> [consulté le 14/10/2025]

Deutsche Welle (DW), *Un an après sa création, quel bilan pour l'AES ?*, 16/09/2024, <https://www.dw.com/fr/un-an-apres-sa-creation-quel-bilan-pour-laes/a-70224656> [consulté le 14/10/2025]

Education Cannot Wait, Norwegian Refugee Council (NRC), UN Children's Fund (UNICEF), United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) via ReliefWeb, *Mali: Rapport National de l'étude sur les « Obstacles à l'accès et à la continuité de l'éducation pour les enfants en situation de déplacement forcé dans la région du Sahel Central » 2022-2023 - Mali*, 09/11/2023, <https://reliefweb.int/report/mali/mali-rapport-national-de-letude-sur-les-obstacles-lacces-et-la-continuite-de-leducation-pour-les-enfants-en-situation-de-deplacement-force-dans-la-region-du-sahel-central-2022-2023> [consulté le 15/09/2025]

Education Cluster, Save the Children, UN Children's Fund (UNICEF) via ReliefWeb, *Cluster Éducation Mali - Situation des Écoles, mai 2025 - Mali*, 01/07/2025, <https://reliefweb.int/report/mali/cluster-education-mali-situation-des-ecoles-mai-2025> [consulté le 15/10/2025]

Famine Early Warning System Network (FEWS) via ReliefWeb, *Mali - Mise à jour des messages clés : Les besoins d'assistance restent élevés dans les zones d'insécurité du centre et du nord du pays, Septembre 2025 - Mali*, 30/09/2025, <https://reliefweb.int/report/mali/mali-mise-jour-des-messages-cles-les-besoins-dassistance-restent-eleves-dans-les-zones-dinsecurite-du-centre-et-du-nord-du-pays-septembre-2025> [consulté le 14/10/2025]

Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH), *Crimes de guerre au Nord-Mali*, 11/07/2012, <https://www.fidh.org/IMG/pdf/rapmali592f.pdf> [consulté le 15/09/2025]

Forces Armées Maliennes (FAMA), *A propos*, s.d., <https://www.fama.ml/about> [consulté le 18/09/2025]

France 24, *Le colonel Assimi Goïta officiellement nommé président du Mali*, 29/05/2021, <https://www.france24.com/fr/afrique/20210529-le-colonel-assimi-goita-officiellement-nomme-president-du-mali> [consulté le 15/09/2025]

Franceinfo, *Evguéni Prigojine, le fondateur de Wagner, estime que le groupe paramilitaire russe défend "les démunis africains"*, 26/09/2022, https://www.franceinfo.fr/monde/afrique/centrafrique/evgueni-prigojine-le-fondateur-de-wagner-estime-que-le-groupe-paramilitaire-russe-defend-les-demunis-africains_5382139.html [consulté le 19/09/2025]

Friedrich-Ebert-Stiftung (FES), *Friedrich-Ebert-Stiftung*, s.d., <https://mali.fes.de/about/friedrich-ebert-stiftung.html> [consulté le 14/11/2025]

Friedrich-Ebert-Stiftung (FES), *Mali-Mètre, que pensent les Maliens ?*, 05/2025, <https://library.fes.de/pdf-files/bueros/mali/10100/2025.pdf> [consulté le 14/11/2025]

Global Fire Power, *2025 Mali Military Strength*, 01/09/2025, <https://www.globalfirepower.com/country-military-strength-detail.php> [consulté le 18/09/2025]

Global Fire Power, *African Military Strength (2025)*, 01/09/2025, <https://www.globalfirepower.com/countries-listing-africa.php> [consulté le 18/09/2025]

Global Fire Power, *Global Firepower - 2025 World Military Strength Rankings*, s.d., <https://www.globalfirepower.com/> [consulté le 18/09/2025]

Government of the Republic of Mali, UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA) via ReliefWeb, *Journée mondiale de l'aide humanitaire 2025 - Le Mali appelle à la protection des humanitaires et à la mobilisation de financements urgents pour sauver des vies - Mali*, 19/08/2025, <https://reliefweb.int/report/mali/journee-mondiale-de-laide-humanitaire-2025-le-mali-appel-la-protection-des-humanitaires-et-la-mobilisation-de-financements-urgents-pour-sauver-des-vies> [consulté le 15/10/2025]

Huffpost via Internet Archive Wayback Machine, *Dans le Sahel, les jihadistes déclarent leur union avec l'Etat islamique*, 14/01/2018, https://web.archive.org/web/20180116172453/http://www.huffpostmaghreb.com:80/2018/01/14/daesh-sahel-q5_n_18999184.html [consulté le 22/09/2025]

Human Rights Watch (HRW), *« Combien de sang doit encore couler ? » : Atrocités commises contre des civils dans le centre du Mali*, 2019, 10/02/2020, <https://www.hrw.org/fr/report/2020/02/10/combien-de-sang-doit-encore-couler/atrocites-commises-contre-des-civils-dans-le> [consulté le 22/09/2025]

Human Rights Watch (HRW), *Au Mali, l'accord de paix prend fin*, 26/01/2024, <https://www.hrw.org/fr/news/2024/01/26/au-mali-laccord-de-paix-prend-fin> [consulté le 19/09/2025]

Human Rights Watch (HRW), *Le conflit armé au Mali et ses conséquences* Recueil de documents publiés par Human Rights Watch 2012-2017, 02/02/2017, https://www.hrw.org/sites/default/files/supporting_resources/malicompendium0217fr.pdf [consulté le 15/09/2025]

Human Rights Watch (HRW), *Mali : L'armée et le groupe Wagner ont exécuté et fait disparaître des civils peuls*, 22/07/2025, <https://www.hrw.org/fr/news/2025/07/22/mali-larmee-et-le-groupe-wagner-ont-execute-et-fait-disparaitre-des-civils-peuls> [consulté le 14/10/2025]

Human Rights Watch (HRW), *Rapport mondial 2025: Mali*, 15/01/2025, <https://www.hrw.org/fr/world-report/2025/country-chapters/mali> [consulté le 03/10/2025]

Institut français des Relations Internationales (IFRI), *Les groupes d'autodéfense, pompiers pyromanes du Sahel*, 12/2022, https://www.ifri.org/sites/default/files/migrated_files/documents/atoms/files/pellerin_groupes_autodefense_sahel_2022.pdf [consulté le 19/09/2025]

Institute for Economics & Peace (IEP), *Global-Terrorism-Index-2025.pdf*, 03/2025, <https://www.visionofhumanity.org/wp-content/uploads/2025/03/Global-Terrorism-Index-2025.pdf> [consulté le 03/10/2025]

Institute for Security Studies Africa (ISS Africa), *Des alliances alternatives face aux défis à la sécurité en Afrique de l'Ouest ?*, 23/07/2025, <https://issafrica.org/fr/iss-today/des-alliances-alternatives-face-aux-defis-a-la-securite-en-afrique-de-l-ouest> [consulté le 12/10/2025]

Institute for Security Studies Africa (ISS Africa), *Des barrages routiers terroristes étranglent les économies du Mali et de ses voisins*, 06/10/2025, <https://issafrica.org/fr/iss-today/des-barrages-routiers-terroristes-etranglent-les-economies-du-mali-et-de-ses-voisins> [consulté le 14/10/2025]

Institute for Security Studies Africa (ISS Africa), *Mali, Mauritanie et Sénégal : renforcer la coopération transfrontalière face au terrorisme*, 22/07/2025, <https://issafrica.org/fr/iss-today/mali-mauritanie-et-senegal-renforcer-la-cooperation-transfrontaliere-face-au-terrorisme> [consulté le 14/10/2025]

Institute for Security Studies Africa (ISS Africa), *Sahel militants turn civilian drones into deadly weapons*, 08/07/2025, <https://issafrica.org/iss-today/sahel-militants-turn-civilian-drones-into-deadly-weapons> [consulté le 14/10/2025]

International Crisis Group (ICG), *Attaque jihadiste du 17 septembre à Bamako : l'échec du tout-sécuritaire au Mali ?*, 24/09/2024, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/mali/attaque-jihadiste-du-17-septembre-bamako-lechec-du-tout-securitaire-au-mali> [consulté le 14/11/2025]

International Crisis Group (ICG), *CrisisWatch Database*, 30/09/2025, <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/database> [consulté le 12/10/2025]

International Crisis Group (ICG), *Enrayer la communautarisation de la violence au centre du Mali*, 09/11/2020, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/mali/293-enrayer-la-communautarisation-de-la-violence-au-centre-du-mali> [consulté le 22/09/2025]

International Crisis Group (ICG), *Mali : la paix à marche forcée ?*, 22/05/2015, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/mali/226-mali-la-paix-marche-forcee> [consulté le 19/09/2025]

International Crisis Group (ICG), *Mali, un coup dans le coup*, 27/05/2021, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/mali/mali-un-coup-dans-le-coup> [consulté le 15/09/2025]

Jeune Afrique, *Au Mali, nouvelle scission entre les groupes armés du Nord*, 25/09/2023, <https://www.jeuneafrique.com/1486227/politique/au-mali-nouvelle-scission-entre-les-groupes-armes-du-nord/> [consulté le 19/09/2025]

Jeune Afrique, *Crimes de guerre au Nord-Mali*, 08/06/2012, <https://www.jeuneafrique.com/175718/politique/mali-affrontements-entre-des-islamistes-et-des-touaregs-dans-le-nord/> [consulté le 15/09/2025]

Jeune Afrique, *Crimes de guerre au Nord-Mali*, 20/05/2019, <https://www.jeuneafrique.com/777405/politique/mali-attaque-meurtriere-sur-un-poste-frontiere-pres-du-burkina-faso/> [consulté le 15/09/2025]

Jeune Afrique, *Farabougou, plus qu'un village martyr, une épine dans le pied de Goïta*, 29/08/2025, <https://www.jeuneafrique.com/1718053/politique/farabougou-plus-quun-village-martyr-une-epine-dans-le-pied-de-goita/> [consulté le 14/10/2025]

- Jeune Afrique, *Mali : quand Wagner devient la cible privilégiée des jihadistes du JNIM*, 14/12/2022, <https://www.jeuneafrique.com/1391918/politique/mali-quand-wagner-devient-la-cible-privee-des-jihadistes-du-jnim/> [consulté le 19/09/2025]
- Jeune Afrique, *Prise d'otages au Mali : ce que l'on sait de l'enlèvement de trois étrangers près de Bamako*, 25/09/2025, <https://www.jeuneafrique.com/1725046/politique/prise-dotages-au-mali-ce-que-lon-sait-de-lenlevement-de-trois-etrangers-pres-de-bamako/> [consulté le 14/10/2025]
- Jeune Afrique, *Purges au Mali : quand le pouvoir d'Assimi Goïta se retourne contre ses propres héros*, 27/08/2025, <https://www.jeuneafrique.com/1716270/politique/purges-au-mali-quand-le-pouvoir-dassimi-goita-se-retourne-contre-ses-propres-heros/> [consulté le 14/10/2025]
- Jeune Afrique, *Sahel : entre Iyad Ag Ghali et Abu al-Bara al-Sahraoui, la guerre des (chefs) jihadistes*, 24/10/2022, <https://www.jeuneafrique.com/1385803/politique/sahel-entre-iyad-ag-ghali-et-abu-al-bara-al-sahraoui-la-guerre-des-chefs-jihadistes/> [consulté le 22/09/2025]
- Jeune Afrique, *Violents combats au Mali entre l'armée et le Front de libération de l'Azawad*, 14/06/2025, <https://www.jeuneafrique.com/1697143/politique/violents-combats-au-mali-entre-larmee-et-le-front-de-liberation-de-lazawad/> [consulté le 14/10/2025]
- Journal du Mali, *Réorganisation territoriale : une réforme qui ne fait pas l'unanimité* –, 02/03/2023, <https://www.journaldumali.com/reorganisation-territoriale-reforme-ne-lunanimite/> [consulté le 12/10/2025]
- Journal officiel de la République du Mali Secrétariat général du Gouvernement, *LOI N°2023-005 DU 13 MARS 2023 PORTANT STATUT PARTICULIER DU DISTRICT DE BAMAKO*, 13/03/2023, <https://sqq-mali.ml/JO/2023/mali-jo-2023-10.pdf> [consulté le 14/11/2025]
- Jules Duhamel, *Carte du conflit armé au Sahel central (2025): Activité du JNIM et de l'Etat Islamique* – Jules Duhamel [Blog], 28/08/2025, <https://www.julesduhamel.com/carte-du-conflit-arme-au-sahel-central-2025-activite-du-jnim-et-de-letat-islamique/> [consulté le 03/10/2025]
- L'Accent @Laccent_ [X Post], *Dans le but de rapprocher l'administration de la population, le #Mali m a un nouveau découpage territorial. Ce découpage comprend la collectivité de #Bamako, 19 régions, 156 cercles, 466 arrondissements, 819 communes et 12 712 villages. La carte des 19 régions* ↗, 01/11/2023, https://x.com/Laccent_/status/1719749919701971225 [consulté le 03/10/2025]
- La Libre, *Mali: un ex-officier désigné pour conduire la transition sous ascendant militaire* — La Libre Afrique, 22/09/2020, <https://afrique.lalibre.be/54139/mali-un-ex-officier-designe-pour-conduire-la-transition-sous-ascendant-militaire/> [consulté le 15/09/2025]
- Le Monde, *Au Mali, la filiale sahélienne d'Al-Qaida resserre son étau autour de Bamako*, 16/09/2025, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2025/09/16/au-mali-la-filiale-sahelienne-d-al-qaida-resserre-son-etau-autour-de-bamako_6641365_3212.html [consulté le 15/10/2025]
- Le Monde, *Au Mali, la junte militaire suspend les partis et les associations politiques*, 07/05/2025, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2025/05/07/au-mali-la-junte-militaire-suspend-les-partis-et-les-associations-politiques_6603835_3212.html [consulté le 14/10/2025]
- Le Monde, *Au Mali, le colonel Assimi Goïta annonce avoir démis le président et le premier ministre de transition*, 25/05/2021, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/05/25/au-mali-le-colonel-assimi-goita-annonce-avoir-demis-le-president-et-le-premier-ministre-de-transition_6081401_3212.html [consulté le 15/09/2025]
- Le Monde, *Au Mali, le général Assimi Goïta promulgue une loi lui accordant un mandat illimité de président*, 11/07/2025, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2025/07/11/au-mali-le-general-assimi-goita-promulgue-une-loi-lui-accordant-un-mandat-illimite-de-president_6620633_3212.html [consulté le 15/09/2025]
- Le Monde, *Au Mali, le président et le premier ministre de transition ont démissionné*, 26/05/2021, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/05/26/au-mali-le-president-et-le-premier-ministre-de-transition-ont-demissionne_6081561_3212.html [consulté le 15/09/2025]
- Le Monde, *Au Mali, les chefs rebelles de l'Azawad s'unissent et subissent un bombardement mortel*, 02/12/2024, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2024/12/02/au-mali-les-chefs-rebelles-de-l-azawad-s-unissent-et-subissent-un-bombardement-mortel_6425937_3212.html [consulté le 19/09/2025]

- Le Monde, *Au Mali, les djihadistes s'en prennent aux entreprises chinoises*, 19/09/2025, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2025/09/19/au-mali-les-djihadistes-s-en-prennent-aux-entreprises-chinoises_6641819_3212.html [consulté le 15/10/2025]
- Le Monde, *Au Mali, les Russes de Wagner quittent le pays, remplacés par ceux d'Africa Corps*, 06/06/2025, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2025/06/06/au-mali-les-russes-de-wagner-quittent-le-pays-replaces-par-ceux-d-africa-corps_6610872_3212.html [consulté le 19/09/2025]
- Le Monde, *Au Mali, pénurie de carburant après un mois de blocus par les djihadistes*, 09/10/2025, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2025/10/09/au-mali-penurie-de-carburant-apres-un-mois-de-blocus-par-les-groupes-djihadistes_6645441_3212.html [consulté le 14/10/2025]
- Le Monde, *Au Mali, un journaliste écroué pour avoir critiqué la justice*, 10/04/2025, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2025/04/10/au-mali-un-journaliste-ecroue-pour-avoir-critique-la-justice_6593567_3212.html [consulté le 14/10/2025]
- Le Monde, *Crimes de guerre au Nord-Mali*, 27/01/2018, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/01/27/mali-attaque-contre-un-camp-militaire-dans-le-nord-du-pays_5248112_3212.html [consulté le 15/09/2025]
- Le Monde, *Mali : attaques djihadistes d'envergure dans l'ouest du pays*, 01/07/2025, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2025/07/01/mali-attaques-djihadistes-d-envergure-dans-l-ouest-du-pays_6617302_3212.html [consulté le 02/10/2025]
- Le Monde, *Mali : l'armée annonce l'arrestation de six « terroristes » liés aux attaques de Bamako*, 28/11/2024, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2024/11/28/mali-l-armee-annonce-l-arrestation-de-six-terroristes-lies-aux-attaques-de-bamako_6418660_3212.html [consulté le 03/10/2025]
- Le Monde, *Mali : l'ex-premier ministre civil de la junte, Choguel Kokalla Maïga, en garde à vue*, 13/08/2025, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2025/08/13/mali-l-ex-premier-ministre-civil-de-la-junte-choguel-kokalla-maiga-en-garde-a-vue_6629007_3212.html [consulté le 14/10/2025]
- Le Monde, *Mali : la junte annonce la « fin avec effet immédiat » de l'accord d'Alger*, 26/01/2024, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2024/01/26/mali-la-junte-annonce-la-fin-avec-effet-immediat-de-l-accord-d-alger_6213138_3212.html [consulté le 19/09/2025]
- Le Monde, *Sortie du Mali, du Burkina Faso et du Niger de la Cedeao : « Une reconfiguration régionale s'opère en Afrique de l'Ouest »*, 29/01/2025, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2025/01/29/sortie-du-mali-du-burkina-faso-et-du-niger-de-la-cedeao-une-reconfiguration-regionale-s-opere-en-afrique-de-l-ouest_6521317_3212.html [consulté le 12/10/2025]
- Le Monde, *Les Etats-Unis et le Royaume-Uni retirent leur personnel non essentiel du Mali en raison de « risques sécuritaires »*, 31/10/2025, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2025/10/31/les-etats-unis-et-le-royaume-uni-retirent-leur-personnel-non-essentiel-du-mali-en-raison-de-risques-securitaires_6650619_3212.html [consulté le 14/11/2025]
- Le Monde, *Mali : le Quai d'Orsay recommande aux Français de quitter temporairement le pays*, 07/11/2025, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2025/11/07/mali-le-quai-d-orsay-recommande-aux-francais-de-quitter-temporairement-le-pays_6652604_3212.html [consulté le 14/11/2025]
- Le Soir, *Mali : affrontements meurtriers entre l'armée et des indépendantistes dans le Nord - Le Soir*, 13/06/2025, <https://www.lesoir.be/681717/article/2025-06-13/mali-affrontements-meurtriers-entre-larmee-et-des-independantistes-dans-le-nord> [consulté le 14/10/2025]
- Libération, *L'Etat islamique au Grand Sahara, force montante des trois frontières – Libération*, 12/12/2019, https://www.liberation.fr/planete/2019/12/12/l-etat-islamique-au-grand-sahara-force-montante-des-trois-frontieres_1768935/ [consulté le 22/09/2025]
- Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), *Situation au Mali Rapport du Secrétaire général*, 29/09/2020, https://minusma.unmissions.org/sites/default/files/s_2020_952_f.pdf [consulté le 15/09/2025]

Nations unies - Conseil de sécurité, *Lettre datée du 3 août 2023, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts créé en application de la résolution 2374 (2017) du Conseil de sécurité sur le Mali*, 03/08/2023, <https://docs.un.org/fr/S/2023/578> [consulté le 02/10/2025]

Nations unies - Conseil de sécurité, *Lettre datée du 8 août 2018, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts créé en application de la résolution 2374 (2017) du Conseil de sécurité sur le Mali*, 09/08/2018, p. 8, <https://docs.un.org/fr/S/2018/581> [consulté le 15/09/2025]

Nations unies - Conseil de sécurité, *Situation des droits de l'homme au Mali Rapport de l'Expert indépendant sur la situation des droits de l'homme au Mali, Eduardo Gonzalez**, 06/03/2025, <https://docs.un.org/fr/A/HRC/58/79> [consulté le 29/09/2025]

Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA) via ReliefWeb, *Mali : Tableau de bord Accès humanitaire (Septembre 2025) - Mali*, 14/10/2025, <https://reliefweb.int/report/mali/mali-tableau-de-bord-acces-humanitaire-septembre-2025> [consulté le 15/10/2025]

Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA) via ReliefWeb, *Rapport semestriel sur les contraintes d'accès au Mali janvier-juin 2025 - Mali*, 15/07/2025, <https://reliefweb.int/report/mali/rapport-semestriel-sur-les-contraintes-dacces-au-mali-janvier-juin-2025> [consulté le 15/10/2025]

Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (OHCHR-HCDH), *Mali : Les restrictions des droits politiques risquent d'aggraver les préoccupations en matière de droits humains*, 05/2025, <https://www.ohchr.org/fr/press-releases/2025/05/mali-curbs-political-rights-risk-further-deepening-human-rights-concerns> [consulté le 14/10/2025]

Office of the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) - Global Protection Cluster, *Mali Protection Analysis Update*, 05/06/2025, <https://globalprotectioncluster.org/publications/2262/reports/protection-analysis-update/mali-protection-analysis-update> [consulté le 30/09/2025]

Office of the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) - Global Protection Cluster, *pau25_protection_analysis_update_mali_mai_2025.pdf*, 06/2025, https://globalprotectioncluster.org/sites/default/files/2025-06/pau25_protection_analysis_update_mali_mai_2025.pdf [consulté le 02/10/2025]

Radio France - France Culture, *Mali, Burkina Faso, Niger quittent la CEDEAO : quelles conséquences économiques ?*, 31/01/2025, <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/le-journal-de-l-eco/le-journal-de-l-eco-du-vendredi-31-janvier-2025-3475705> [consulté le 14/10/2025]

Radio France Internationale (RFI), *Crimes de guerre au Nord-Mali*, 12/07/2012, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20120712-mali-le-mnla-evince-son-dernier-bastion-ansongo> [consulté le 15/09/2025]

Radio France Internationale (RFI), *Crimes de guerre au Nord-Mali*, 23/07/2013, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20130719-mali-presidentielle-dates-chronologie-crise> [consulté le 15/09/2025]

Radio France Internationale (RFI), *Mali: le Jnim mène un «jihad économique» à Kayes, selon le Timbuktu Institute*, 12/09/2025, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20250912-mali-le-jnim-mène-un-jihad-économique-à-kayes-selon-le-timbuktu-institute> [consulté le 14/10/2025]

Radio France Internationale (RFI), *Mali: le MSA intègre la plateforme des mouvements armés du Nord*, 14/07/2019, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20190714-mali-msa-mouvement-azawad-plateforme-mouvements-armes-nord> [consulté le 19/09/2025]

Radio France Internationale (RFI), *Mali: le président de la transition, Bah N'Daw, a prêté serment*, 25/09/2020, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20200925-mali-le-président-la-transition-bah-n-daw-a-prêté-serment> [consulté le 15/09/2025]

Reporters sans frontières (RSF), *Mali*, 12/09/2025, <https://rsf.org/fr/pays-mali> [consulté le 14/10/2025]

Reuters, *Mali army carries out airstrikes after militants announce blockade on fuel imports*, 08/09/2025, <https://www.reuters.com/world/africa/mali-army-carries-out-airstrikes-after-militants-announce-blockade-fuel-imports-2025-09-08/> [consulté le 14/10/2025]

Sahel-Elite via Internet Archive Wayback Machine, *Mali – Communiqué de la Coordination des Mouvements de l'Entente (CME): Déclaration du 1er Congrès ordinaire – Sahel-Elite (Bamako-Mali)*, 13/05/2018, <https://web.archive.org/web/20220202162702/https://httpssahel-elite.com/2018/05/13/mali-communique-de-la-coordination-des-mouvements-de-lentente-cme-declaration-du-1er-congres-ordinaire/> [consulté le 19/09/2025]

Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI) via ReliefWeb, *Impacts des groupes armés sur les populations au nord et au centre du Mali - Adaptations souhaitables des stratégies de rétablissement de la paix - Mali*, 04/11/2019, <https://reliefweb.int/report/mali/impacts-des-groupes-arm-s-sur-les-populations-au-nord-et-au-centre-du-mali-adaptations> [consulté le 19/09/2025]

Studio Tamani, *Bamako confrontée à une pénurie quasi totale d'essence*, 07/10/2025, <https://www.studiotamani.org/194904-bamako-confrontee-a-une-penurie-quasi-totale-dessence> [consulté le 14/11/2025]

Studio Tamani, *La liberté de la presse en recul au Mali*, 02/05/2025, <https://www.studiotamani.org/186747-la-liberte-de-la-presse-en- recul-au-mali> [consulté le 14/10/2025]

Studio Tamani, *Milice d'auto-défense : après les Peulhs, les Dogons créent leur mouvement*, 01/06/2018, <https://www.studiotamani.org/66465-milice-d-auto-defense-apres-les-peulhs-les-dogons-creent-leur-mouvement> [consulté le 19/09/2025]

Studio Tamani, *Nouvelle carte administrative du Mali: vers une décentralisation effective ?*, 24/09/2024, <https://www.studiotamani.org/172618-nouvelle-carte-administrative-du-mali-vers-une-decentralisation-effective> [consulté le 12/10/2025]

Studio Tamani, *Quand des services s'adaptent à la pénurie de carburant à Bamako*, 16/10/2025, <https://www.studiotamani.org/195257-quand-des-services-sadaptent-a-la-penurie-de-carburant-a-bamako> [consulté le 14/11/2025]

Studio Tamani, *Transport en commun à Bamako : entre surcharge et pénurie de gasoil*, 22/10/2025, <https://www.studiotamani.org/195499-transport-en-commun-a-bamako-entre-surcharge-et-penurie-de-gasoil> [consulté le 14/11/2025]

Timbuktu Institute, *JNIM à Kayes*, 11/09/2025, <https://timbuktu-institute.org/media/attachments/2025/09/11/jnim-kayes.pdf> [consulté le 02/10/2025]

Timbuktu Institute, *RAPPORT - Repositionnement de la Russie au Sahel : De Wagner à Africa Corps*, 23/07/2025, <https://timbuktu-institute.org/index.php/toutes-l-actualites/item/1261-rapport-repositionnement-russe-au-sahel> [consulté le 19/09/2025]

TV5 Monde, *Burkina Faso, Niger, Mali... Les 'groupes d'autodéfense' se multiplient en Afrique de l'Ouest malgré des dérives inquiétantes*, 18/09/2025, <https://afrique.tv5monde.com/information/burkina-faso-niger-mali-les-groupes-dautodefense-se-multiplient-en-afrique-de-louest> [consulté le 22/09/2025]

TV5 Monde, *Front de libération de l'Azawad : les groupes séparatistes maliens forment une nouvelle coalition*, 01/12/2024, <https://information.tv5monde.com/afrique/front-de-liberation-de-lazawad-les-groupes-separatistes-maliens-forment-une-nouvelle> [consulté le 19/09/2025]

TV5 Monde, *Le Mali, le Burkina et le Niger quittent officiellement la Cedeao*, 29/01/2025, <https://information.tv5monde.com/afrique/le-mali-le-burkina-et-le-niger-quittent-officiellement-la-cedeao-2760798> [consulté le 12/10/2025]

TV5 Monde, *Mali : les médias désormais interdits de couvrir les partis politiques*, 11/04/2024, <https://information.tv5monde.com/afrique/mali-les-medias-desormais-interdits-de-couvrir-les-partis-politiques-2717595> [consulté le 14/10/2025]

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) via ReliefWeb, *Mali situation of refugees, internally displaced persons and returnees as of 31 August 2025 - Mali*, 06/09/2025, <https://reliefweb.int/map/mali/mali-situation-refugees-internally-displaced-persons-and-returnees-31-august-2025> [consulté le 14/10/2025]

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) via ReliefWeb, *Note de Protection du deuxième trimestre 2025 - Mali*, 01/10/2025, <https://reliefweb.int/report/mali/note-de-protection-du-deuxieme-trimestre-2025> [consulté le 03/10/2025]

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) via ReliefWeb, *UNHCR Mali: Situation of refugees from Burkina Faso and Niger (Prima facie) as of 31 August 2025* - Mali, 06/09/2025, <https://reliefweb.int/report/mali/unhcr-mali-situation-refugees-burkina-faso-and-niger-prima-facie-31-august-2025> [consulté le 15/10/2025]

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Carte de Référence - Nouveau Découpage administratif du Mali (Juillet 2025)*, 17/09/2025, <https://reliefweb.int/map/mali/carte-de-reference-nouveau-decoupage-administratif-du-mali-juillet-2025> [consulté le 14/10/2025]

UN News, *Mali : Volker Türk dénonce la dérive autoritaire et la répression croissante*, 11/09/2025, <https://news.un.org/fr/story/2025/09/1157401> [consulté le 15/09/2025]

United Nations Security Council (UNSC) - Meetings Coverage, *Escalating Terrorism in West Africa, Sahel Hits Women Hardest, Speakers Tell Security Council*, 07/08/2025, <https://press.un.org/en/2025/sc16138.doc.htm> [consulté le 03/10/2025]

United Nations Security Council (UNSC), *West Africa and the Sahel, August 2025 Monthly Forecast : Security Council Report*, 08/2025, <https://www.securitycouncilreport.org/monthly-forecast/2025-08/un-office-for-west-africa-and-the-sahel-unowas.php> [consulté le 02/10/2025]

Voice of America (VOA), *Des soldats maliens à Kidal pour des patrouilles mixtes*, 05/05/2018, <https://www.voaafrique.com/a/des-soldats-maliens-à-kidal-pour-des-patrouilles-mixtes/4381208.html> [consulté le 15/09/2025]

World Health Organization (WHO) via ReliefWeb, *Mali : Analyse de la situation de santé publique (PHSA) (24 avril 2025)* - Mali, 24/04/2025, <https://reliefweb.int/report/mali/mali-analyse-de-la-situation-de-sante-publique-phsa-24-avril-2025> [consulté le 15/10/2025]